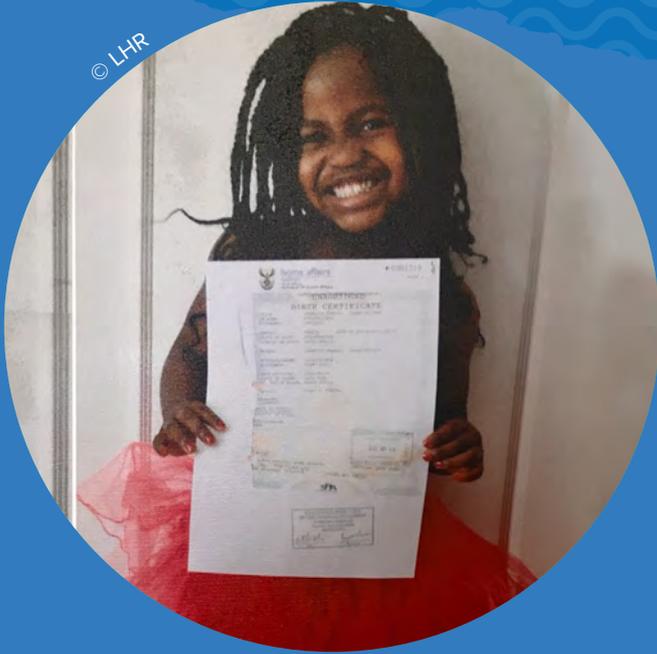


# Engagements pour l'Afrique australe en **2019**



**UNHCR**  
The UN Refugee Agency

Une enfant abandonnée, née en Afrique du Sud d'un ressortissant étranger, qui court un risque accru d'apatridie. Après son adoption, les avocats pour les droits de la personne l'ont aidée à obtenir un certificat de naissance et à accéder à la citoyenneté sud-africaine.

© Avocats pour les droits de la personne

Une mère célibataire, déplacée à la suite d'une catastrophe naturelle au Mozambique, portant un dispositif solaire et des articles de premier secours procurés par le HCR.

© UNHCR/Silvia Cravesama

une ancienne réfugiée angolaise présentant son permis de séjour permanent en Zambie sur sa parcelle, dans la zone d'intégration locale de la zone de Meheba, Province du Nord-Ouest.

© UNHCR/Markku Aikomus

Un enfant réfugié congolais de trois ans joue avec un stéthoscope de fortune qu'il s'est fabriqué afin d'imiter les médecins qu'il a vus à l'œuvre depuis son arrivée avec sa mère au camp de réfugiés de Mantapala, en Zambie.

© UNHCR/Enoch Kavindele Jr

# Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	7
1. Engagements des Etats sur l'apatridie	9
2. Engagements des Etats en matière d'asile	17
3. Engagements non-étatiques	28
4. Engagements financiers	34



“ Au cours des dernières années, des mesures importantes ont été prises pour lutter contre l’apatridie dans le monde. Toutefois, de nouveaux défis tels que l’expansion des déplacements forcés et la privation arbitraire de nationalité menacent ce progrès. Les Etats doivent agir maintenant et ils doivent agir de manière décisive pour mettre fin à l’apatridie. ”

- Filippo Grandi, Haut-commissaire pour les réfugiés



“ A l’aube d’une nouvelle décennie, avec quelques 71 millions de personnes déplacées de leurs foyers dans le monde – à l’intérieur et à l’extérieur de leur pays, il est temps de relancer nos réponses. Nous avons besoin d’une vision d’ensemble pour inspirer et mobiliser les gens et les institutions dans toute la société - une grande alliance de gouvernements, de la communauté de l’aide, d’entreprises, d’institutions de développement, de la société civile, de groupes confessionnels, du milieu universitaire, des sports et des arts, et des réfugiés eux-mêmes. Nous représentons précisément cette alliance, ici, aujourd’hui.”

- Filippo Grandi, Haut-commissaire pour les réfugiés, Discours d’ouverture du Forum mondial sur les réfugiés.



# Avant-propos

Avant-propos par le Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique australe, M. Valentin Tapsoba

Au niveau mondial, on a réalisé que le partage des responsabilités doit être le fondement du système moderne de protection des réfugiés et d'éradication de l'apatridie. Bien que l'aide humanitaire reste fondamentale, nous devons cependant nous occuper de la vie sociale et économique des communautés plus étendues, tout en continuant à promouvoir la protection et la recherche de solutions pour les réfugiés et les apatrides.

Au cours des dernières années, il y a eu une augmentation sans précédent du nombre de personnes déplacées par les conflits et les catastrophes naturelles inattendus. L'économie mondiale est menacée par de nouveaux risques, et les droits de la personne dans le monde demeurent fragiles. Dans ce contexte, l'institution de l'asile et les obligations consacrées dans le cadre international de la protection des réfugiés et des apatrides prennent plus d'importance qu'auparavant. Des solutions globales et durables nécessitent la volonté des Etats et des acteurs non étatiques de faire les choses différemment.

Lors du Forum mondial sur les réfugiés tenu les 17 et 18 décembre à Genève, en Suisse, les gouvernements, la société civile, les gouvernements locaux et le secteur privé de la région de l'Afrique australe ont exprimé un engagement sans précédent à relever ces défis avec 78 engagements sur les réponses aux réfugiés et aux déplacements. Les engagements vont du soutien à l'intégration des réfugiés et des anciens réfugiés, en passant par l'enregistrement et l'accès aux cartes d'identité, la fourniture de terres agricoles et de permis de travail, l'inscription des réfugiés dans l'enseignement supérieur et le renforcement des procédures d'asile et des cadres juridiques. L'Afrique australe a également pris 68 engagements lors du segment mondial de haut niveau sur l'apatridie qui a eu lieu en octobre 2019 pour marquer le point médian de la campagne #IBELONG visant à mettre fin à l'apatridie.



Je suis ravi de présenter ce rapport qui énumère les engagements pris par les pays, la société civile, les gouvernements locaux et le secteur privé, dans la région de l'Afrique australe en 2019, pour améliorer les réponses et les solutions en faveur des réfugiés et pour éradiquer l'apatridie.

Cette publication témoigne d'une nouvelle manière de travailler, des priorités promues par le Pacte mondial



© UNHCR/Alissa Everett

sur les réfugiés et des engagements mobilisés lors du Forum mondial sur les réfugiés. Un engagement est une promesse; c'est un engagement à faire plus et mieux. Le moment est propice. Au HCR, nous sommes déterminés à trouver des solutions et à améliorer la vie des personnes déplacées de force, et nous sommes déterminés à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024. Ce recueil de promesses faites nous rappelle les engagements pris et nous oblige à rendre des comptes maintenant et à l'avenir.

“ Transformons ces engagements en réalité. ”

- Valentin Tapsoba, Directeur du Bureau régional du HCR pour l'Afrique australe

# Introduction

## Segment de haut niveau sur l'apatridie

L'apatridie désigne la condition d'une personne qui n'est pas considérée comme un ressortissant par un Etat en vertu de sa législation. Bien que les apatrides puissent parfois aussi être des réfugiés, les deux catégories sont distinctes en droit international.

L'apatridie n'est pas un phénomène nouveau. Il est aussi vieux que le concept de nationalité et a un impact profond sur la vie des individus et sur l'harmonie des communautés. La possession de la nationalité est essentielle à la pleine participation à la société et à la jouissance d'un large éventail de droits de la personne.

L'apatridie est un vaste problème qui affecte au moins 10 millions de personnes dans le monde. Les Etats de l'Afrique australe ne fournissent pas de statistiques. Néanmoins, selon les estimations de la Banque mondiale, plus de 137 millions de personnes dans la région n'ont pas de documents d'identité et de nationalité; un indicateur révélateur de la prévalence de l'apatridie.

L'Assemblée générale des Nations unies a mandaté le HCR pour identifier et protéger les apatrides ainsi que pour prévenir et réduire l'apatridie. Le 4 novembre 2014, le HCR a lancé une campagne de 10 ans pour mettre fin à l'apatridie – Il s'agit de la campagne #IBelong.

Pour atteindre les objectifs de la campagne #IBelong, le HCR a établi un Plan d'action mondial pour l'élimination de l'apatridie. Ce plan est un cadre directeur comprenant dix actions que les Etats auront à entreprendre avec le soutien du HCR et d'autres parties prenantes. Pour marquer le point médian de la campagne, le HCR a organisé le 7 octobre 2019 à Genève un Segment de haut niveau sur l'apatridie (HLS), dans le cadre de sa 70ème réunion du Comité exécutif. Les Etats ont été invités à présenter leurs réalisations et à prendre l'engagement d'éradiquer l'apatridie d'ici 2024. 358 engagements ont été pris par 66 Etats, 10 organisations internationales/ régionales et 22 organisations de la société civile.

## Forum mondial sur les réfugiés

Ces dernières années, la nécessité de meilleures

réponses aux mouvements croissants à grande échelle de populations a figuré en bonne place à l'ordre du jour international. En 2016, dans le cadre de la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants, l'Assemblée générale des Nations unies a ordonné l'élaboration de deux Pactes mondiaux – l'un sur les réfugiés et l'autre sur la migration sûre, régulière et ordonnée.

Le Pacte mondial sur les réfugiés (GCR) envisage un soutien plus prévisible et durable pour alléger les pressions sur les pays d'accueil, renforcer l'autonomie des réfugiés, élargir l'accès aux solutions des pays tiers et soutenir les conditions de retour dans les pays d'origine en toute sécurité et en toute dignité. Le pacte prévoit des dispositions permettant aux communautés de réfugiés et d'accueil de bénéficier d'un soutien.<sup>1</sup>

En tant que mécanisme central pour la mise en œuvre du pacte, le HCR a abrité le premier Forum mondial sur les réfugiés (GRF) en décembre 2019 à Genève, en Suisse. Par le biais du GRF, les Etats et d'autres acteurs se réunissent tous les quatre ans pour partager les pratiques exemplaires et s'engagent à fournir un soutien financier, une expertise technique et des changements de politique, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du Pacte.

Plus de 3 000 personnes ont participé à ces assises, y compris quatre chefs d'Etat ou de gouvernement, le Secrétaire général des Nations unies et plus de 90 fonctionnaires au niveau ministériel ou supérieur, 55 organisations internationales, 130 entreprises et fondations et 250 organisations de la société civile, les organisations sportives, les municipalités et les réseaux urbains, et les universités. 70 réfugiés de 22 pays d'origine et 30 pays d'accueil y ont participé.

Près de 900 promesses ont été faites avant et pendant le forum. Les participants ont également partagé plus de 400 illustrations de bonnes pratiques pour faire la différence dans la vie des réfugiés. Au moins un quart des annonces de contributions reçues étaient des contributions conjointes, faites dans un esprit de partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et autres. Un tiers de promesses de dons provenaient des pays du Sud. Plus de 250 promesses renfermaient un engagement financier.

<sup>1</sup> <http://id4d.worldbank.org/global-dataset>

### Des promesses à la réalité

Mise en œuvre des engagements en Afrique australe  
 Les pays<sup>2</sup> ont présenté 140 engagements concrets et limités dans le temps sur l'apatridie et l'asile<sup>3</sup>. Ces engagements sont présentés dans cette publication. La région a élaboré des modèles pour répondre aux situations de réfugiés; elle a conçu des solutions et s'est attaquée à l'apatridie d'une manière qui peut être reprise à l'échelle mondiale. Il s'agit notamment de travailler avec le secteur privé aussi bien que les institutions régionales et la société civile pour renforcer l'institution de l'asile et légiférer sur l'apatridie.

Parmi les complexités des conflits récurrents, des situations prolongées et des défis de développement, les Etats d'Afrique australe peuvent réaliser les aspirations du pacte en matière d'inclusion en travaillant avec les systèmes nationaux et en améliorant les moyens de subsistance, en plus de la mobilisation des actions de développement. Ces dernières années, le HCR a mis à l'essai de nouvelles approches des situations de PDIP dans la région en élargissant l'espace de protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile et en éradiquant l'apatridie.

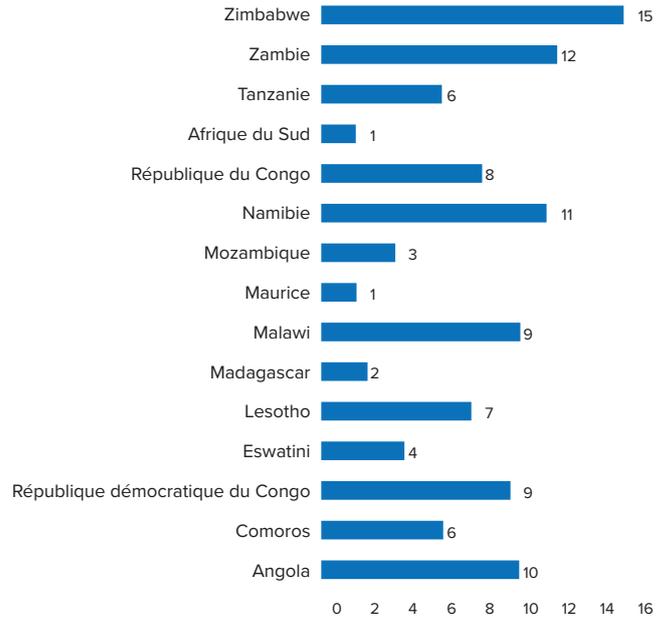
<sup>2</sup> Dans cette publication, l'Afrique australe comprend tous les pays de la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique australe) plus la République du Congo.

<sup>3</sup> La République du Congo a présenté sept (7) bonnes pratiques non incluses dans les chiffres cumulatifs. Ces bonnes pratiques sont décrites et analysées dans le chapitre sur l'asile, à la page 13.

### Engagement par Entité



### Engagements par État



Les rapatriés congolais prennent des selfies lors de leur rapatriement depuis l'Angola vers Kananga dans la province du Kasaï de la République démocratique du Congo (RDC).  
 © UNHCR/John Wessels



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Volet 1

Province de Katanga  
Ville de Tanganika  
District de Tanganika  
Territoire/Commune de Kalembe  
Chefferie/Secteur ou Cité de Tumbwe  
Bureau Principal de l'Etat civil de Kalembe  
Bureau Secondaire de l'Etat civil de Kalembe  
Acte n° 438 Volume 714 Folio n° 432

N° 0426

**ACTE DE NAISSANCE**

L'an deux mille Quatorze vingt-unième jour du mois de août à huit heures

Par devant nous Mavuzi wa Mwamba Officier de l'Etat civil de Tanganika  
A comparu Sabuni en qualité de perle  
Né (e) à Kalembe le 1995 Profession Cultivateur

Résident à Kalembe

Lequel (laquelle) nous a déclaré ce qui suit

Le François jour du mois de septembre de l'année 2014 est né à Kalembe un enfant de sexe Féminin nommé Ngongo Honorine fils (fille) de Sabuni né à Kalembe le 1995 nationalité Congolaise profession Cultivateur et de Françoise Honorine née (e) à Mbulula le 1995 nationalité Congolaise profession Ménagère conjoints

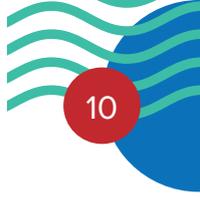
La naissance de l'acte a été donnée ou transcrite en langue que nous Interprète ayant été sentiment l'acte

*[Signature]*

1

# Engagements des Etats sur l'apatridie

Une personne déplacée interne (PDI) détient le nouveau certificat de naissance de son bébé de 6 mois à Kalembe, dans la Province du Katanga, en République Démocratique du Congo.



## Analyse

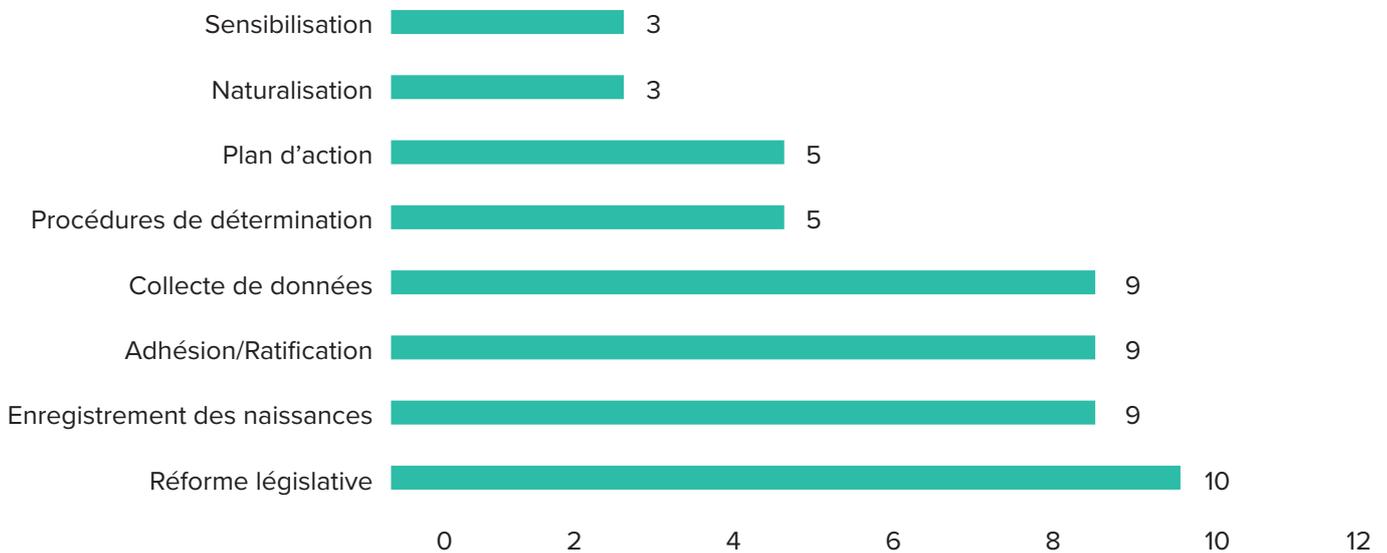
Le Segment de haut niveau sur l'apatridie (HLS) et le Forum mondial sur les réfugiés (GRF) ont galvanisé un engagement sans précédent à prendre des mesures pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024, comme en témoigne le nombre extraordinaire d'engagements pris par les Etats d'Afrique australe en matière d'apatridie.

A l'échelle mondiale, 66 Etats ont présenté 252 engagements au HLS. Les Etats ont également soumis des engagements relatifs à l'apatridie lors du GRF. Au total, Treize Etats d'Afrique australe ont fourni 53 engagements, ce qui en fait la deuxième région du monde en matière de nombre d'engagements. A titre de comparaison, huit Etats<sup>1</sup> de la région d'Afrique australe n'ont présenté que 10 engagements lors de la Réunion ministérielle intergouvernementale de 2011 sur les réfugiés et les apatrides (Genève, Palais des Nations, 7-8 Décembre 2011).

Sur les 53 engagements, dix concernent la mise en œuvre des conventions et/ou la réforme du droit; neuf se rapportent le renforcement de l'enregistrement des naissances; neuf concernent l'adhésion d'instruments régionaux ou internationaux relatifs à l'apatridie; neuf portent sur la collecte de données sur l'apatridie; cinq se rapportent à l'établissement de procédures de détermination du statut d'apatride; cinq à l'élaboration et/ou à la mise en œuvre d'un plan d'action national ou régional pour mettre fin à l'apatridie; trois à la sensibilisation du public; et trois autres à la facilitation des procédures de naturalisation.

<sup>1</sup> République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie.

## Engagements par domaine d'intervention





## Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud s'engage également à promouvoir dans toute la région de la SADC l'enregistrement des faits d'état civil et la délivrance de la documentation connexe afin de garantir que les citoyens régionaux soient correctement documentés et éliminer ainsi les possibilités d'apatridie dans la région.



## Angola

Le Gouvernement de l'Angola s'engage par la présente à:

- Élargir la base d'enregistrement pour des citoyens nés en Angola, indépendamment de leur nationalité, ainsi que les angolais vivants à l'étranger.
- La mise en place d'un Groupe technique pour l'éradication de l'apatridie et l'élaboration d'un plan d'action national.
- La sensibilisation de la population locale et à la mise en œuvre de deux conventions des Nations unies de 1954 et de 1961 portant sur l'apatridie.
- Mise en œuvre des mécanismes de protection et de prévention contenus dans les conventions sur l'apatridie de 1954 et de 1961, récemment ratifiées par l'Angola.\*



## Comores (Union des)

Le Gouvernement de l'Union des Comores s'engage par la présente à:

- Signer et ratifier la Convention de 19[5]4 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie d'ici fin 2021, après la mise en place de la nouvelle Assemblée nationale dont les élections sont prévues de se tenir en 2020.
- Introduire dans la loi sur la nationalité des dispositions prévoyant d'accorder la nationalité comorienne aux enfants nés aux Comores qui seraient apatrides et aux enfants d'origine inconnue se trouvant dans le pays. Dans la législation comorienne, il n'y a pas de discrimination sexuelle en matière de transmission de la nationalité, avant la fin de 2022.
- Mener des enquêtes afin d'identifier les cas d'apatridie. Il n'y a pas de cas connus officiellement aux Comores avant fin 2020.
- Avant octobre 2020, simplifier l'accès aux procédures d'enregistrement des naissances auprès des services de l'Etat civil, y compris l'enregistrement tardif. Sensibiliser les mères pour l'enregistrement des enfants nés hors mariage. Beaucoup d'enfants issus des familles défavorisées ne disposent pas encore d'actes de naissance.

- Sensibiliser la population de prendre conscience de l'importance pour tout citoyen de disposer d'un certificat de nationalité avant la fin de l'année 2021.
- Le gouvernement de l'Union des Comores s'engage par la présente à mettre en place, début 2020, une commission nationale interministérielle (Ministère des affaires étrangères, Ministère de la justice, Ministère de l'intérieur, Assemblée nationale...) chargée de prévenir et de lutter contre l'apatridie.



## Congo (République du)

Le gouvernement de la République du Congo s'engage par la présente à:

- Finaliser le processus d'adhésion à la Convention du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention du 30 août 1961 sur la réduction des cas d'apatridie avant la fin de l'année 2019;
- Achever la réforme législative en cours depuis le 30 mai 2016 portant sur le code des personnes et de la famille afin de supprimer toutes les dispositions discriminatoires et autres articles susceptibles de favoriser l'apatridie d'ici 2021;
- Mettre en place un organe national de détermination du statut et de protection des apatrides d'ici la fin de l'année 2022;
- Appuyer le processus d'adoption, de signature et de ratification du protocole à la Charte africaine des droits de la personne et des peuples sur les aspects spécifiques du droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie en Afrique avant la fin de l'année 2022;
- Veiller à ce que toute personne identifiée sans acte de naissance lors du recensement national à vocation civile obtienne un acte de naissance d'ici 2019;
- Faire en sorte qu'il y ait zéro enfant sans acte de naissance en République du Congo d'ici 2022;
- Poursuivre des activités de sensibilisation à l'endroit de la population pour encourager l'enregistrement de chaque naissance;
- Entreprendre une étude quantitative et qualitative pour mieux comprendre la situation des groupes et des individus vivant sur son territoire, qui sont apatrides ou risquent de le devenir, en vue de trouver une solution à leur situation et aussi pour disposer de données fiables en la matière, avant 2021.



## Eswatini (Royaume de)

Le gouvernement du Royaume d'Eswatini s'engage à:

- Entreprendre et publier une étude qualitative et quantitative d'ici 2021 afin de mieux comprendre la situation des groupes et des individus apatrides ou à risque d'apatridie sur le territoire en vue de trouver une solution à leur situation d'ici fin 2021;
- Établir une procédure pour déterminer le statut des migrants apatrides, conformément à la Convention de 1954 d'ici la fin de 2022;

- Entreprendre des consultations nationales sur l'égalité des sexes dans les lois sur la nationalité et entreprendre les réformes nécessaires pour maintenir l'égalité des citoyens dans l'attribution de la nationalité aux conjoints et aux enfants d'ici la fin de 2024;
- L'introduction d'une disposition dans notre loi sur la nationalité pour accorder la nationalité à tous les enfants d'origine inconnue qui se trouvent sur notre territoire et à ceux nés sur notre territoire qui seraient autrement apatrides d'ici 2024.



## Lesotho (Royaume du)

Le gouvernement du Royaume du Lesotho s'engage à:

- Adopter d'ici 2020 le projet de loi sur la nationalité qui octroie la nationalité aux enfants d'origine inconnue se trouvant sur son territoire et prévoit une sauvegarde pour accorder la nationalité aux enfants nés sur son territoire qui seraient autrement apatrides d'ici fin 2020
- Entreprendre une étude publiant une analyse qualitative afin de mieux comprendre la situation des groupes et des individus apatrides ou à risque d'être apatrides résidant sur son territoire d'ici juin 2020.



## Madagascar

- L'Etat malgache tient à résoudre toutes les questions liées au problème de nationalité. Il est à souligner en effet que depuis l'indépendance, des questions concernant des demandes ne sont pas entièrement résolues; et le problème tend à s'amplifier avec l'augmentation en nombre des apatrides et de leurs descendants. Les réformes dont il s'agit tendront vers l'élaboration de textes visant à résoudre ces problèmes.\*
- Le Ministère de la sécurité publique s'engage à mettre en place, avec la collaboration des autres départements ministériels et l'appui technique et financier du haut-commissariat pour les réfugiés et l'appui technique d'un ou de pays francophones ayant de bonnes pratiques en matière d'asile: i) le bureau des apatrides et des réfugiés et à le rendre opérationnel avec l'appui du HCR afin d'assurer la protection des réfugiés et des apatrides sur le territoire malgache et faciliter leur accès aux services sociaux de base\*



## Malawi

Le gouvernement de la république du Malawi s'engage par la présente à:

- Adhérer à la convention des Nations Unies de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et à l'adoption de la déclaration ministérielle à la suite d'un exercice de consultation avec les parties prenantes concernées;
- Entreprendre et publier une étude qualitative afin de mieux comprendre la situation des groupes et des individus résidant sur son territoire, qui sont apatrides ou à risque d'apatridie, en vue de trouver une solution à leur situation d'ici juin 2020;
- Établir une procédure pour déterminer, d'ici 2022, le statut des migrants apatrides, conformément à la convention de 1954;
- Examiner la loi sur la nationalité/ la citoyenneté et, dans ce processus, envisager l'introduction d'une disposition accordant la nationalité aux enfants d'origine inconnue qui se trouvent sur leur territoire et qui seraient autrement apatrides; et mettre en place une sauvegarde dans la loi pour accorder la nationalité aux enfants nés sur le territoire qui seraient autrement apatrides d'ici 2022.



## Mozambique

- Mener une étude sur l'apatridie dans le pays afin d'identifier les aspects qui peuvent être améliorés dans la prévention, la lutte et l'élimination de l'apatridie d'ici 2022.



## Namibie

Le gouvernement de la république de Namibie s'engage à:

- L'adhésion ou la ratification de la convention des Nations Unies de 1954 relative au statut des apatrides et de la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, ainsi que de la convention de l'OUA de 1969 sur les aspects spécifiques des problèmes des réfugiés en Afrique, et de la convention de l'UA de 2009 sur la protection des réfugiés et l'aide aux personnes déplacées en Afrique (convention de Kampala), d'ici 2020.
- Introduire une disposition dans sa loi sur la nationalité afin d'accorder la nationalité aux enfants d'origine inconnue se trouvant sur son territoire d'ici 2021.
- Identifier les apatrides dans toutes les régions et entreprendre et publier une étude qualitative pour mieux comprendre la situation des groupes et des individus apatrides vivant sur son territoire en vue de trouver une solution à leur situation d'ici 2020.
- Mettre pleinement en œuvre le plan d'action pour l'élimination de l'apatridie en Namibie d'ici 2023.

- Le gouvernement de la Namibie a décidé de naturaliser les personnes qui sont arrivées en Namibie entre 1930 et 1977. Une stratégie globale est en cours d'élaboration dans le cadre du plan d'action sur l'apatridie, en collaboration avec les pays voisins, dans le but de cartographier le nombre de personnes apatrides ou qui risquent de devenir apatrides en Namibie. Les lois existantes sont en cours d'examen afin de réduire les risques d'apatridie.\*



## République Démocratique du Congo

Le gouvernement de la République démocratique du Congo s'engage par la présente à :

- Adhérer à la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et celle de 1954 sur le statut des apatrides, avant le 31 décembre 2020;
- Réformer le système d'état civil et de production des statistiques vitales, prendre les initiatives telles que l'identification des cas d'apatridie et de personnes à risque d'apatridie, institutionnaliser la collecte des données sur les apatrides et les personnes à risque d'apatridie, ainsi que prévenir l'apatridie par la mise en place de mécanismes nationaux, notamment l'enregistrement civil/ la délivrance des documents d'identité nationale avant décembre 2019;
- Harmoniser le cadre légal conformément aux prescrits des conventions susmentionnées et assurer le respect des normes et principes d'action internationale en matière de nationalité et de prévention de l'apatridie avant **fin 2021**.



## Zambia

Le gouvernement de la République de Zambia s'engage à :

- Adhérer à la convention des Nations Unies de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie d'ici 2020;
- Achever la délivrance des permis de séjour à tous les anciens réfugiés qui ont choisi de s'intégrer localement en Zambia et faciliter leur naturalisation d'ici 2021;
- Faciliter les procédures de naturalisation des apatrides et de leurs enfants pour qu'ils acquièrent la nationalité d'ici 2023;
- Simplifier et améliorer l'accès à l'enregistrement et à la certification des naissances pour les personnes nées en Zambia, y compris l'enregistrement tardif des naissances, dans le but de garantir l'enregistrement universel des naissances pour tous les enfants nés sur le territoire, réfugiés et demandeurs d'asile inclus, d'ici 2023;
- Soutenir l'adoption du projet de plan d'action régional pour mettre fin à l'apatridie dans la région de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) afin que la région évolue en tandem avec le reste du monde d'ici 2023.



## Zimbabwe

Le gouvernement du Zimbabwe s'engage par la présente à:

- Entreprendre et publier une étude qualitative et quantitative pour mieux comprendre la situation des groupes et des individus apatrides vivant sur son territoire en vue de trouver une solution à leur situation d'ici 2021;
- Élaborer un plan d'action national sur la base des résultats de l'étude d'ici 2022 pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024;
- Mener des consultations avec les parties prenantes concernées en vue de l'adhésion à la convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie d'ici 2023;
- Inclure une ou plusieurs questions dans son prochain recensement national en 2022 pour identifier les apatrides vivant sur son territoire;
- Établir une procédure spécifique de détermination de l'apatridie d'ici 2023, qui permettra d'identifier les apatrides vivant sur le territoire et de leur accorder un statut de protection, dans le cadre de la recherche des solutions à leurs problèmes;
- Achever le processus en cours d'harmonisation de sa loi sur la citoyenneté [chapitre 4:01] et de la loi sur l'enregistrement des naissances et des décès [chapitre 5:02] avec la nouvelle constitution (loi (no. 20) 20 1.1 Portant modification de la constitution du Zimbabwe) en insérant les garanties appropriées pour prévenir l'apatridie d'ici 2023.
- Simplifier et améliorer l'accès aux procédures d'enregistrement des naissances d'ici 2024, notamment la délivrance de certificats de naissance aux descendants d'anciens travailleurs migrants et aux demandeurs d'asile déboutés afin de garantir l'enregistrement universel des naissances;
- Renforcer les capacités institutionnelles du registre civil national. Le Zimbabwe s'engage à garantir un accès plus rapide des réfugiés, des apatrides et de la communauté d'accueil à l'enregistrement des naissances et à la délivrance des documents civils. Cela atténuera les risques d'apatridie, notamment grâce à la technologie numérique et à la prestation des services d'enregistrement mobile.

\* Engagement soumis au GRF en décembre 2019





# 2

## Les Engagements des Etats en matière d'asile

Des lanternes solaires distribuées dans une région côtière dévastée au Mozambique.

© UNHCR/Alissa Everett

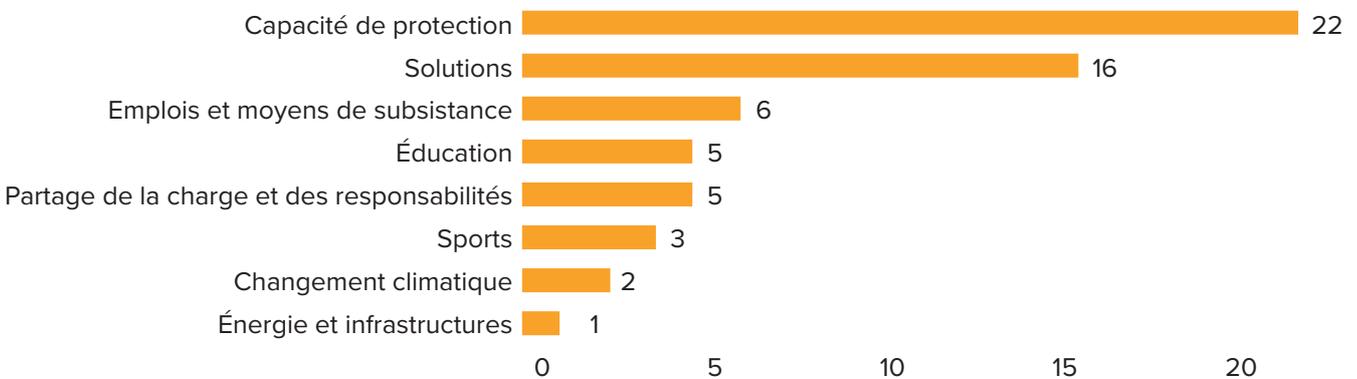
## Analyse

Le GRF a été l'occasion pour les entités étatiques du monde entier de s'engager à soutenir et à trouver des solutions aux situations de réfugiés. A l'échelle mondiale, des engagements ont été pris concernant des politiques nationales inclusives, l'accès à une éducation de qualité, des engagements en faveur de WASH et la santé, des moyens de subsistance et des possibilités d'emploi, l'énergie verte et la conservation, des solutions qui incluent la réinstallation et les parcours complémentaires, ainsi que des engagements

en matière de protection et qui incluent également la capacité d'asile, l'âge, le genre et la diversité (AGD), sans oublier les services juridiques pro bono.

12 pays de la région d'Afrique australe et une ville ont présenté 60 engagements au GRF. La Municipalité d'eThekweni a pris quatre engagements qui étaient les premiers et les seuls engagements pris indépendamment par une ville et axés sur la cohésion sociale.

## Pledges by Focus Area



La majorité des engagements pris dans la région de l'Afrique australe (22) portent sur la nécessité d'accroître la capacité de protection<sup>1</sup> pour résoudre les problèmes de législation inadéquate, mais aussi de documentation et d'arriérés. 16 se sont engagés à trouver des solutions<sup>2</sup> aux situations prolongées de réfugiés, en mettant l'accent sur l'intégration locale, l'inclusion dans les systèmes nationaux et le rapatriement librement consenti. Six engagements relèvent des moyens de subsistance et comprennent l'accès à la terre par les réfugiés.

Le GRF a présenté une opportunité unique de soutenir le sport en tant qu'outil de protection et de développement des jeunes déplacés et apatrides, et de mobiliser les parties prenantes pour permettre aux réfugiés de faire du sport et d'accéder aux opportunités liées au sport. En collaboration avec le HCR, le Comité international olympique (CIO) et la Fondation pour les réfugiés olympiques ont mené un processus consultatif impliquant des fédérations sportives internationales et d'autres partenaires sur la formulation d'engagements concernant l'inclusion des réfugiés dans les événements et activités sportifs à présenter avant le GRF.

Une coalition de 86 membres - composée des États membres de l'ONU, les fédérations sportives, les Comités olympiques au niveau national, les associations et les clubs - a formulé trois engagements visant à remédier au manque d'accès aux installations et activités sportives organisées ainsi qu'à la discrimination à laquelle les réfugiés peuvent faire face lors de leur participation aux événements sportifs aux niveaux national, régional et international.

Dans la région de l'Afrique australe, le HCR a travaillé avec les gouvernements et l'organisation sportive pour promouvoir des engagements basés sur le principe que la participation des réfugiés dans les activités sportives peut promouvoir la cohésion sociale, la protection et le bien-être des enfants et des jeunes réfugiés, et qu'elle peut générer des opportunités de subsistance et une visibilité positive. Le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe ont pris des engagements dans le domaine sportif.

<sup>1</sup> Y compris 5 engagements relatifs à l'apatridie analysés au chapitre 1.

<sup>2</sup> Dont 1 engagement relatif à l'apatridie analysé au chapitre 1.



## Afrique du Sud

- Promouvoir l'enregistrement civil et les documents connexes afin de s'assurer que les ressortissants sud-africains et les réfugiés sont correctement documentés sur le territoire de l'Afrique du Sud. En outre, l'Afrique du Sud s'engage également à promouvoir l'enregistrement civil et la documentation connexe dans toute la région de la SADC afin de garantir que les citoyens régionaux sont correctement documentés pour éradiquer les possibilités d'apatridie dans la région (3). A l'époque de l'apartheid, de nombreux citoyens sud-africains n'étaient jamais enregistrés à la naissance. Par conséquent, le gouvernement actuel a dû envisager de délivrer l'enregistrement des naissances tardives, en particulier pour ses citoyens, afin de mettre fin à l'apatridie. Le gouvernement a également adopté une politique qui oblige les parents à enregistrer leurs nouveau-nés dans les 30 jours suivant leur naissance. La Loi sud-africaine de 1998 sur les réfugiés assure la protection internationale des réfugiés conformément à la Convention de 1951. Les réfugiés qui sont admissibles aux documents d'identité en vertu de la loi reçoivent ces documents de façon sécuritaire et commode. Le ministère se lance dans la délivrance de cartes d'identité à puce et des documents de voyage aux réfugiés en utilisant une technologie moderne et sécurisée. A partir d'avril 2020, ces documents modernisés et sécurisés seront délivrés dans des bureaux situés à proximité des lieux de résidence des réfugiés, et le déploiement devrait être terminé en 2024.

<sup>4</sup>Pledge analysed in chapter 1 on Statelessness, p 15



## Angola

- Continuer à soutenir le rapatriement librement consenti des réfugiés exprimant leur volonté de rentrer dans leur pays d'origine, si et quand les conditions sont réunies, d'ici 2021. Suivi à effectuer lors de la réunion des hauts fonctionnaires du premier trimestre.
- Soutenir l'intégration locale des réfugiés qui choisissent de demeurer en Angola, y compris les anciens réfugiés soumis aux clauses de cessation, à savoir les sierra-Léonais, les libériens et les rwandais, d'ici 2023. Suivi à effectuer lors de la deuxième réunion du GRF.
- Enregistrer tous les réfugiés et les demandeurs d'asile résidant en Angola; créer et maintenir une base de données biométriques sur eux. Suivi à effectuer lors de la première réunion intermédiaire des hauts fonctionnaires en 2021.
- Délivrer et renouveler les documents d'identité personnels des réfugiés sans papiers ou en possession de papiers expirés en vue d'établir leur identité légale et faciliter l'inclusion. Suivi à effectuer lors de la deuxième réunion du GRF en 2023.
- Rétablir des réunions régulières de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) avec des représentants de tous les ministères pertinents, conformément à la loi. Suivi à effectuer lors de la première réunion des hauts fonctionnaires en 2021.
- Partant de l'exemple du projet du groupe de la Banque mondiale, inclure les initiatives du secteur privé et mettre en œuvre des mécanismes de protection sociale ciblant les communautés de réfugiés et les communautés d'accueil en vue de renforcer la cohésion sociale. Suivi à effectuer lors de la deuxième réunion du GRF en 2023.
- Mettre en œuvre les mécanismes de protection et de prévention contenus dans les Conventions sur l'apatridie de 1954 et 1961, récemment ratifiées par l'Angola\*.



## Congo (République du)\*\*

- La République du Congo examinera favorablement la possibilité de devenir co-parrain en participant à une grande alliance d'appui sur un domaine d'intérêt spécifique du Forum mondial sur les réfugiés.
- Le gouvernement et le HCR ont inscrit le Cadre d'action mondial pour les réfugiés comme l'un des domaines de coopération du Protocole d'Accord qu'ils ont signé le 21 novembre 2017, portant sur la Protection, l'Assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées internes en République du Congo.
- Les solutions durables sont: 1. Le rapatriement volontaire, 2. L'intégration locale 3. La réinstallation. La République du Congo a signé des accords tripartites avec la RCA, la RD et le Rwanda pour la promotion du rapatriement librement consenti des réfugiés ressortissants de ces pays respectifs. La République du Congo facilite l'intégration locale des réfugiés, conformément à la loi. La République du Congo encourage vigoureusement la réinstallation des réfugiés dans des pays tiers.
- Amélioration des conditions de vie des réfugiés et des populations d'accueil à travers les actions suivantes:
  1. La construction des abris d'accueil en matériaux durables pour les réfugiés;
  2. La création des aires de jeux et de loisirs;
  3. L'alimentation des camps en panneaux solaires;
- La création d'un camp stratégique constitué de maisons préfabriquées avec équipements pour d'éventuelles arrivées de réfugiés.
- Adoption en cours au niveau du Parlement du projet de Loi sur le droit d'asile et le statut de réfugié en République du Congo; Adoption en cours au niveau du Conseil des Ministres d'un Projet de décret portant délivrance des titres de voyage aux réfugiés. Procédure en cours au niveau du Parlement sur l'adhésion de la République du Congo à la Convention de 1954 sur le statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.
- Les réfugiés exercent beaucoup dans le secteur informel. A cet effet, les avancées considérables sont à noter au niveau des petites et moyennes entreprises, notamment: 1. La mise en place d'une agence congolaise pour la création d'emploi (ACPCE), guichet unique pour la facilitation des formalités de création d'entreprises afin d'encourager les acteurs économiques (y compris les réfugiés) à se formaliser et bénéficier des opportunités d'affaires dans un cadre légal et réglementaire; 2. La mise en place d'une agence de développement des petites et moyennes entreprises (ADPME) qui donne la possibilité de renforcer le cadre juridique et stratégique dans l'accompagnement, les conseils et l'élaboration des plans d'affaires. 3. La mise en place d'une initiative pour la solidarité et l'autonomisation de l'artisanat congolais (ISAAC) qui sera une mutuelle d'entraide et de sécurité sociale ouverte aux nationaux, tout comme aux réfugiés; 4. Au niveau informel, la prise en charge, sans distinction, des congolais et des réfugiés dans la masse commune des résultats statistiques; 5. Prise en compte des artisans congolais et réfugiés dans la première phase de structuration du secteur informel. 6. La carte de l'artisanat est donnée aux artisans congolais et réfugiés, sans distinction aucune. 7. Les réfugiés, tout comme les congolais, peuvent, sans distinction aucune, signer une Convention d'établissement au niveau du commerce, conformément au Code d'Investissement congolais.
- L'octroi des terres aux réfugiés; 2. La distribution des semences et des matériels agricoles aux réfugiés; 3. Le renforcement des capacités des réfugiés producteurs; 4. La mise en place d'un comité interministériel pour la gestion de la sécurité alimentaire des réfugiés et des nationaux.
- Les réfugiés bénéficient du même traitement que les nationaux aux niveaux des cycles primaire, secondaire et universitaire.



## Lesotho (Royaume du)

- Adopter d'ici 2020 le projet de loi sur la nationalité qui accorde la nationalité aux enfants d'origine inconnue se trouvant sur son territoire, et aux enfants nés sur le territoire qui autrement seraient apatrides\*;
- Elaborer un plan pour des solutions appropriées au plan d'intervention figurant dans sa stratégie nationale de gestion des catastrophes, afin d'aider les réfugiés dans le pays;
- Créer des opportunités ciblant les réfugiés pour appuyer leur intégration dans d'autres domaines, en encourageant et en facilitant leur accès à des activités génératrices de revenus telles que l'industrie de la construction et les contrats agricoles saisonniers;
- Faciliter la sous-location de 3 hectares de terres à des réfugiés et des demandeurs d'asile pour une autonomie agricole et des moyens de subsistance. L'objectif est de soutenir et améliorer leurs vies, contrairement à leur dépendance à l'égard des allocations gouvernementales et colis alimentaires;
- Faciliter l'inscription des enfants réfugiés dans les instituts d'enseignement supérieur pour améliorer leurs compétences d'ici 2020/2021, et leur offrir une formation professionnelle et un développement des compétences leur permettant d'accroître leur compétitivité sur le marché du travail ou de diriger leur entreprise de manière plus productive (tant dans l'agriculture que dans les petites entreprises).



## Madagascar

- L'Etat malagasy tient à résoudre toutes les questions liées au problème de la Nationalité. En effet, il faut souligner que, depuis l'indépendance, des questions concernant des demandes de nationalité ne sont pas entièrement résolues et le problème tend à s'accroître avec l'augmentation en nombre des apatrides et de leurs descendants. Les réformes dont il s'agit tendront vers l'élaboration de textes visant à solutionner ces problèmes.\*
- Le Ministère de la Sécurité Publique s'engage à mettre en place, avec la collaboration des autres départements ministériels et l'appui technique et financier du Haut-commissariat pour les réfugiés, et l'appui technique d'un ou de pays francophones ayant de bonnes pratiques en matière d'asile: i) le bureau des apatrides et réfugiés, et à le rendre opérationnel avec l'appui du HCR afin d'assurer la protection des réfugiés et des apatrides sur le territoire malagasy et faciliter leur accès aux services sociaux de base\*



## Malawi

- Inclusion des réfugiés dans le Programme de développement national d'ici décembre 2020: inclure les réfugiés dans les systèmes nationaux et fournir une réponse aux besoins actuels et immédiats: i) la santé; ii) l'eau et l'assainissement; iii) l'éducation (primaire et secondaire) et iv) la sécurité;
- Enregistrement et documentation d'ici juin 2020: a. Enregistrement des réfugiés et des demandeurs d'asile grâce au système d'identification nationale (NID), après modification de la loi sur l'enregistrement national (2010); b. Délivrer la documentation, notamment des cartes d'identité, à tous les réfugiés et demandeurs d'asile âgés de 16 ans et plus, des certificats de naissance à tous les enfants réfugiés nés au Malawi et des documents de voyage conventionnels (CTD) lisibles par machine aux réfugiés;
- Autonomie: a. Introduire l'approche d'établissement pour renforcer le développement intégré des réfugiés et de la communauté locale, et pour qu'elle serve de pont conceptuel et opérationnel dans le but de combler le fossé dysfonctionnel entre la réponse humanitaire et les activités de développement; b. décongestionner et moderniser le camp de réfugiés de Dzaleka pour en faire un centre de services socio-économiques pour le corridor d'établissement M1-Dzaleka-Dowa Boma, conformément aux lignes directrices en matière de planification physique; c. créer des opportunités pour des sources de revenus plus régulières et prévisibles et sources d'inclusion économique pour les réfugiés en leur donnant accès à des institutions financières, en encourageant le travail indépendant/ l'entreprise et en offrant 200 permis de travail à ceux qui ont des compétences; d. offrir aux réfugiés un environnement propice pour enregistrer leurs entreprises sans encourir des frais et des procédures onéreux appliqués aux investisseurs internationaux; et mener une enquête de profilage des compétences parmi la population de réfugiés; e. améliorer les moyens de subsistance en faisant la promotion du sport, des activités artistiques et culturelles auprès des jeunes;
- Réception et admission d'ici juin 2020: Améliorer la détermination du statut de réfugié (RSD) en tenant compte de la détermination de groupe (prima facie) pour des cas particuliers.



## Maurice

- Maurice adhère à l'engagement se rapportant à « l'intégration des approches de prévention, d'atténuation et de gestion des déplacements liés aux impacts négatifs du changement climatique dans les processus nationaux pertinents, notamment le processus de formulation et de mise en œuvre des plans d'adaptation au niveau national » (Suivi à effectuer lors de la première réunion à mi-parcours des hauts fonctionnaires en 2021).



## Mozambique

- Le gouvernement du Mozambique s'engage à poursuivre l'intégration locale visant des synergies renforcées entre les réfugiés et les communautés d'accueil et une amélioration de l'accès à l'éducation, à la santé et aux services de base pour les réfugiés et les communautés d'accueil, d'ici 2023;
- Le gouvernement du Mozambique s'engage à promouvoir l'accès des réfugiés aux activités sportives selon une approche inclusive, d'ici à la fin de 2023.



## Namibia

- Le gouvernement namibien alloue 70 hectares aux personnes concernées pour renforcer l'autonomie et les activités agricoles telles que la production en aquaculture, la culture du maïs, des choux, des tomates, etc. Les réfugiés exerçant des activités agricoles ont accès au marché pour vendre leurs produits. En outre, le gouvernement de la Namibie facilite la délivrance des permis et autorisations de commerce appropriés, dans différentes villes. La délivrance de permis de travail est facilitée pour les réfugiés engagés dans divers secteurs économiques du pays. Les moyens de subsistance sont solidement soutenus et les réfugiés sont encouragés à participer à ces activités dans le but de promouvoir la sécurité alimentaire parmi les réfugiés et les communautés d'accueil;
- Le gouvernement namibien s'est engagé à éradiquer l'apatridie d'ici 2023; un plan d'action national est élaboré à cet effet. Le gouvernement de la Namibie a décidé de naturaliser les personnes qui sont arrivées en Namibie entre 1930 et 1977. Une stratégie globale est en cours d'élaboration dans le cadre du Plan d'action sur l'apatridie, en collaboration avec les pays voisins, afin de cartographier le nombre de personnes apatrides ou qui risquent de devenir apatrides en Namibie. Les lois existantes sont en cours de révision dans le but d'atténuer les cas de personnes qui pourraient devenir apatrides\*;
- La République de Namibie héberge 9 556 personnes étrangères. En plus des 250 hectares de terre disponible dans le camp de réfugiés, abritant la clinique de santé, deux (2) écoles et un poste de police, le gouvernement de la Namibie a alloué 9 hectares de terre pour la création d'un centre d'accueil pour l'hébergement, diverses activités agricoles, les disciplines sportives et les manifestations culturelles. Le gouvernement namibien alloue un montant total de 34 256 000 N\$ pour la mise en œuvre de la stratégie de protection sociale ciblant à la fois les réfugiés et les communautés d'accueil dans le but de renforcer la cohésion sociale, y compris la gestion de l'installation des réfugiés;
- Le campement possède une école primaire et une école secondaire avec 876 élèves au niveau primaire et 252 apprenants au niveau secondaire. Le gouvernement de Namibie alloue 50 000 000,00 N\$ à l'éducation des réfugiés. Cela inclut entre autres le paiement des salaires des enseignants et la fourniture d'un appui éducatif matériel aux écoles pour 2019-2023. La contribution susmentionnée vise à procurer une éducation de qualité aux réfugiés qui leur permet d'acquérir les compétences nécessaires pour faciliter l'autonomie et l'inclusion dans le système économique local, avec des avantages pour les réfugiés et la communauté d'accueil (suivi à effectuer lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés) en 2023);
- Dans le cadre de la promotion de solutions durables et de la cohésion sociale, le gouvernement namibien encourage l'intégration locale de 2 400 anciens réfugiés angolais dans diverses communautés. A cette fin, 286

ménages équivalant à 692 personnes sont exemptés du paiement de frais de permis de résidence permanente. Tous les anciens élèves de réfugiés angolais sont intégrés dans le système éducatif national et fréquentent l'école gratuitement (suivi à effectuer lors de la première réunion à mi-parcours des hauts fonctionnaires, en 2021);

- Environ 4 250 demandeurs d'asile et réfugiés ont accès à un établissement de santé dans la zone d'installation, ceci dans le but de renforcer l'accès à des services de santé de qualité et la fourniture de médicaments, y compris le matériel médical ainsi que du personnel médical qualifié. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement namibien alloue un montant de 70 000 000 N\$ pour la période de 2019 à 2023 (suivi à effectuer en 2021, lors de la première réunion à mi-parcours des hauts fonctionnaires);
- Reconnaissant le rôle crucial que les activités sportives et culturelles peuvent jouer dans le développement, l'inclusion, la cohésion et le bien-être sociaux, spécialement pour les enfants réfugiés (garçons et filles), les adolescents et les jeunes ainsi que les personnes âgées et celles handicapées, le gouvernement namibien encourage la création de partenariats pour améliorer l'accès aux infrastructures et activités sportives et culturelles dans les zones d'accueil des réfugiés. Dans ce cadre, le gouvernement namibien augmentera la disponibilité et l'accès aux initiatives sportives organisées pour les réfugiés et les communautés d'accueil, en prenant scrupuleusement en compte l'âge, le genre, les capacités et autres besoins en matière de diversité.



## République Démocratique du Congo

- La RDC offre aux 200, 000 réfugiés rwandais qui ont opté de demeurer en RDC après la clause de cessation un permis de séjour d'une validité de 10 ans.
- Pour contribuer à la mobilité des réfugiés et l'admission dans des pays tiers, la RDC compte imprimer 1 000 titres de voyage pour les deux années à venir.
- Confrontée durement aux problèmes des déplacés internes, la RDC compte déposer en 2020 les instruments de ratification de la convention de Kampala signée depuis juillet 2014.
- La RDC s'engage à adhérer aux 2 conventions sur l'apatridie en améliorant l'accès aux documents d'état civil pour les groupes à risque d'apatridie parmi les réfugiés notamment les 62% des enfants des réfugiés rwandais nés en RDC, en majorité sans acte de naissance, et 14.079 anciens réfugiés angolais ayant opté pour le rapatriement volontaire en 2014 et qui continuent à demeurer en RDC sans statut officiel.
- La RDC a mis en place un système simplifié de détermination du statut de réfugiés qui, cette année, a permis la reconnaissance de 41.243 personnes, toutes nationalités confondues, selon les conventions de 1951 et de l'OUA;
- La RDC s'engage pour le retour des compatriotes réfugiés. A cet effet, un accent particulier sera mis sur la viabilisation des zones de retour des réfugiés ainsi que la réactivation des commissions tripartites avec le Congo, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie, l'Ouganda, pour un retour digne et sécurisé.



## Tanzanie (République unie de)

La République unie de Tanzanie s'engage à:

- Continuer de permettre l'accès sur son territoire à toutes les personnes confrontées à la persécution, au sens de la législation nationale et des instruments internationaux auxquels le pays est partie;
- Continuer à travailler avec le HCR et d'autres parties prenantes pour améliorer la qualité de l'éducation des réfugiés;
- Finaliser la réglementation sur l'emploi des réfugiés afin d'accorder aux réfugiés l'accès au marché du travail en Tanzanie;
- Veiller à ce que les demandeurs d'asile aient accès à un processus de détermination du statut de réfugié équitable, efficace et transparent;
- Trouver des solutions durables pour le reste des réfugiés burundais de 1972;
- Continuer d'appuyer et de faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés.



## Zambia

- Achever l'intégration locale des anciens réfugiés provenant d'Angola et du Rwanda. Le gouvernement examine la possibilité d'utiliser des documents d'identité vérifiables autres que les passeports nationaux pour obtenir un permis de séjour, et de prolonger la validité des permis temporaires de 3 à 10 ans. On estime qu'il faudrait trois millions de dollars américains (3 000 000 \$US) pour délivrer les documents juridiques;
- Maintenir une politique d'asile ouverte et de poursuivre la révision de la législation nationale en vue d'harmoniser les dispositions de la loi sur les réfugiés et d'autres lois nationales afin de promouvoir la jouissance des droits des réfugiés, y compris la liberté de circulation, l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance;
- Veiller à ce que les réfugiés soient inclus dans le système national d'enregistrement civil afin qu'ils puissent être facilement localisés et obtenir des documents juridiques, tels que des cartes d'identité numériques et des certificats de naissance. Pour mettre en œuvre cet engagement, le gouvernement a besoin d'un soutien financier important pour le système national d'information sur l'enregistrement;
- Améliorer les moyens de subsistance et l'autonomie en élargissant le Programme de soutien des intrants agricoles (FISP), notamment en ce qui concerne la valeur ajoutée, d'ici 2020. Le programme FISP, qui a été étendu aux réfugiés et anciens réfugiés dans un effort d'amélioration de la sécurité alimentaire au niveau des ménages, exigera de la communauté internationale une contribution de 25% du coût des intrants pour chaque réfugié et ancien réfugié bénéficiaire, pour chaque saison agricole, pendant une période de cinq ans;
- Maintenir l'inclusion des réfugiés dans le système éducatif national à tous les niveaux, notamment en offrant gratuitement la petite enfance, l'éducation primaire, secondaire et tertiaire. Pour concrétiser cela, le gouvernement a l'intention de créer des instituts de formation technique et professionnelle dans les trois principaux camps de réfugiés et de solliciter au moins 220 bourses pour accommoder les chercheurs réfugiés dans les universités et collèges privés et publics du pays. Cela nécessitera un soutien financier important pour l'expansion de l'infrastructure d'éducation dans tous les camps de réfugiés.

- Continuer à promouvoir les activités sportives dans tous les camps de réfugiés et s'assurer que les équipes de réfugiés sont enregistrées auprès des associations sportives. Le gouvernement aura besoin d'un soutien financier substantiel pour le développement des infrastructures sportives dans tous les camps de réfugiés, la fourniture des kits sportifs et du transport connexe pour les activités sportives en dehors des camps.
- Connecter les trois camps de réfugiés et les systèmes d'intégration locale, ainsi que les populations locales d'accueil au réseau électrique national, tout en explorant les sources d'énergie durable, à un coût estimé à 3 500 000 USD.



## Zimbabwe

Le gouvernement du Zimbabwe s'engage à:

- Travailler avec le HCR, les agences compétentes des Nations unies et d'autres partenaires, notamment le Secrétariat de la SADC, à l'organisation d'un symposium régional sur l'impact du changement climatique sur la protection et les questions humanitaires;
- Renforcer l'autonomie des réfugiés, des demandeurs d'asile et des communautés d'accueil. D'ici 2021, promouvoir l'accès aux moyens de subsistance, aux programmes d'entrepreneuriat; fournir des terres arables supplémentaires; faciliter l'accès aux services financiers et à l'emploi, y compris pour les femmes, les jeunes adultes et les personnes handicapées, afin de favoriser une croissance économique inclusive;
- Améliorer le processus d'asile. D'ici 2021, établir un système national de gestion des données, construire des centres de réception aux principaux points d'entrée et renforcer les procédures de détermination du statut de réfugié;
- Renforcement des capacités institutionnelles du registre civil national. D'ici 2021, le Zimbabwe s'engage à améliorer l'accès en temps opportun des réfugiés, des apatrides et de la communauté d'accueil à l'enregistrement des naissances et à la documentation civile. Cela atténuera les risques d'apatridie, notamment grâce à la technologie numérique et à la prestation de services d'enregistrement mobile;
- Promouvoir et accroître l'accès à l'enseignement supérieur pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et la communauté d'accueil. D'ici 2021, établir un centre de formation technique/professionnelle doté d'un centre d'innovation et de programmes d'apprentissage mixte dans le camp de réfugiés de Tongogara, pour la communauté d'accueil, les réfugiés et les demandeurs d'asile;
- Faciliter l'inclusion des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les programmes sportifs et culturels. D'ici 2021, faciliter l'accès des réfugiés et des demandeurs d'asile aux clubs et associations nationaux pour faire progresser les carrières sportives à l'échelle régionale et internationale;
- Examiner et mettre à jour les cadres juridiques et politiques sur les réfugiés et les demandeurs d'asile. En 2021, modifier la loi de 1983 sur les réfugiés; [Chapitre 4: 03] pour la rendre conforme au droit international des réfugiés et aux droits de la personne; mettre à jour le règlement de 1985 en tenant compte des flux contemporains de réfugiés et de migrants.



## Municipalité de Durban

- Faciliter l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile dans les communautés où ils résident en renforçant la cohésion sociale, notamment en formant des ambassadeurs communautaires qui favoriseront la compréhension entre les cultures et s'attaqueront aux préjugés dans les quartiers multiculturels, d'ici 2021;
- Veiller à ce que le personnel travaillant dans les services publics municipaux soit formé pour être apte à travailler avec une variété de populations diverses d'ici 2021;
- La mise en place, au cours des deux prochaines années, d'un guichet unique qui facilitera la fourniture d'informations, la médiation linguistique et culturelle aux migrants, aux réfugiés, aux demandeurs d'asile pour qu'ils puissent accéder aisément aux services de santé, d'éducation et de protection sociale d'ici 2021;
- Créer, avec le soutien des institutions financières internationales et d'autres investissements, des opportunités de travailler ensemble pour les jeunes de tous horizons, y compris dans le cadre d'initiatives conçues sur le modèle du Programme élargi de travaux publics, d'ici 2021.

\* Engagement analysé au chapitre 1 sur l'apatridie

\*\*La République du Congo n'a pas soumis d'engagements mais a partagé ses réalisations.



Enfant réfugié en train de jouer en Namibie.

© UNHCR/Brendan Bannon



3

## Engagements non étatiques

Des enfants réfugiés angolais en train de jouer dans le camp d'Osire, en Namibie.

© UNHCR/Brendan Bannon

## Analyse

Dix acteurs non étatiques, huit ONG ou coalitions d'ONG, une entreprise privée et une organisation régionale ont présenté un total de 33 engagements.

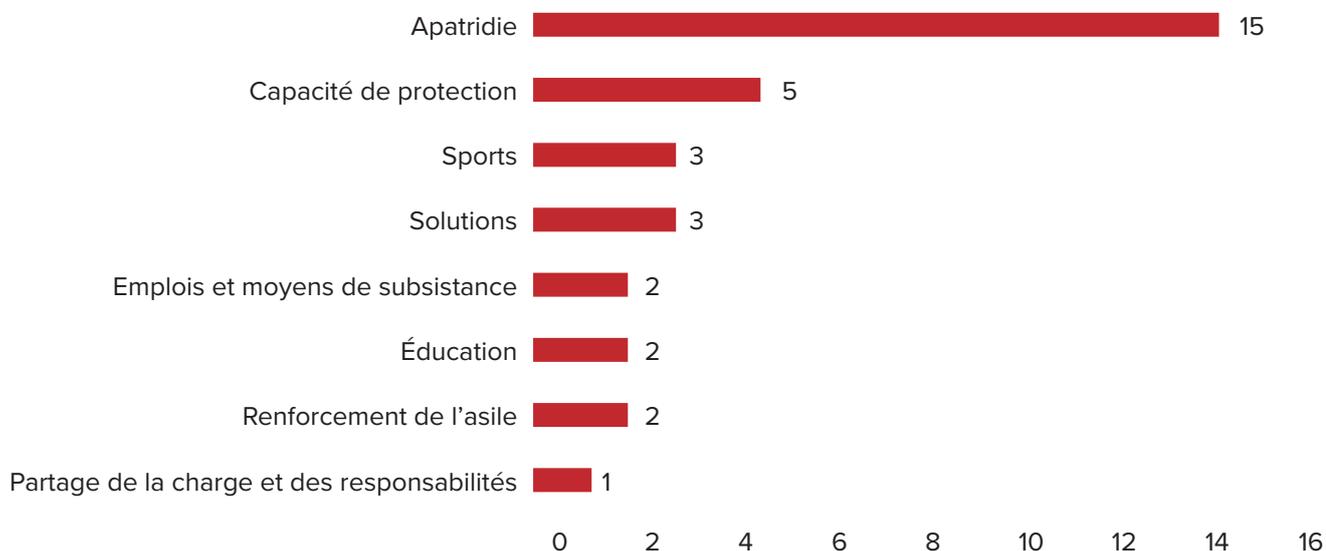
La plupart des engagements visent à travailler avec les Etats pour renforcer leurs systèmes d'asile et avec les praticiens du droit pour développer leur capacité. D'autres engagements concernent l'intégration et la protection des réfugiés en offrant l'accès à l'éducation, aux sports, au soutien psychosocial et aux moyens de subsistance. Enfin, 3 ONG, dont une plateforme d'ONG, se sont engagées à soutenir la lutte contre l'apatridie, notamment par le biais de plaidoyers et de collectes de fonds.

En Afrique du Sud, le Parlement panafricain (PAP) et un groupe d'avocats et d'associations de la société civile se sont engagés à assurer la formation des agents de

ministères publics et des avocats. En outre, le PAP et le Chapitre africain de l'Association internationale des juges de réfugiés et de la migration se sont engagés à soutenir et à améliorer le système d'asile dans le pays.

Vodacom, une société sud-africaine de communications mobiles qui fournit des services dans plus de 30 pays d'Afrique, a présenté six engagements en faveur de l'éducation. Le Conseil des associations de football d'Afrique australe (COSAFA) qui soutient les acteurs sportifs et récréatifs de la région a présenté des engagements sportifs. Tambai Zimbabwe faisait également partie d'un engagement mondial sur le sport. C'est une ONG caritative basée à Harare et spécialisée dans l'engagement proactif des enfants et des adolescents vulnérables à travers le sport.

## Engagements par domaine d'intervention





## COSAFA, Tambai Zimbabwe + 84 autres organisations

- Promouvoir et assurer l'accès de tous les réfugiés, sans distinction aucune, à des installations sportives sûres et inclusives.
- Accroître la disponibilité et l'accès aux initiatives sportives organisées pour les réfugiés et les communautés d'accueil, en tenant scrupuleusement compte de l'âge, du genre, des capacités et d'autres besoins en matière de diversité.
- Promouvoir et faciliter l'accès et la participation équitables des réfugiés aux événements sportifs et aux compétitions à tous les niveaux.



## Association internationale des juges réfugiés et de la migration

- Soutenir la formation de 2 000 juristes et juges sur le droit des réfugiés et la détermination du statut de réfugié d'ici 2023, en collaboration avec ses partenaires.
- Mettre l'accent sur l'amélioration de l'équité, l'efficacité, l'adaptabilité et l'intégrité des systèmes d'octroi de l'asile en vue de favoriser le règlement rapide et l'élimination des demandes ou dossiers en souffrance dans la détermination du statut de réfugié, conformément aux lois et procédures établies ainsi qu'à la Déclaration de Genève de 2019.



## Avocats/Société civile en Afrique du Sud

- Engagement à renforcer la protection juridique des réfugiés en améliorant la coordination entre les partenaires/acteurs juridiques et, plus particulièrement, à développer un réseau en ligne dédié de praticiens du droit intéressés à échanger des connaissances et à partager les bonnes pratiques dans le domaine du droit des réfugiés et de la citoyenneté.



## Conseil national du Zimbabwe pour le bien-être des enfants (ZNCWC)

- L'organisation ZNCWC s'engage à travailler pour aider chaque enfant à avoir des documents d'identification en collaboration avec d'autres parties prenantes comme la Commission des droits de l'homme du Zimbabwe et le bureau du registraire général.
- ZNCWC s'engage à aider les mineurs / enfants non accompagnés en situation de migration à retrouver leur famille et à s'assurer qu'ils sont réinscrits à l'école avec tous les documents d'identité requis.
- ZNCWC s'engage à mobiliser le parlement du Zimbabwe et le bureau du registraire général afin que les lois sur l'enregistrement des naissances soient adaptées aux enfants et facilitent l'obtention des documents de naissance.



## Parlement panafricain (PAP)

- Le PAP plaidera pour l'adhésion aux conventions des Nations unies sur les réfugiés et l'apatridie, ainsi que pour la ratification de la convention de l'Union africaine sur les réfugiés et les personnes déplacées internes, sans oublier le prochain protocole sur le droit à la nationalité et l'éradication de l'apatridie;
- Le PAP offrira chaque année, aux membres du parlement, une formation sur l'apatridie, les réfugiés et les personnes déplacées en interne;
- Le PAP encouragera l'élaboration de lois types sur la protection des réfugiés et des apatrides fondées sur le droit international et les pratiques exemplaires.
- Le PAP encouragera activement les accords de partage de responsabilités entre les Etats dans le but de soutenir les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés;
- Le PAP plaidera activement pour que les communautés économiques régionales élaborent des accords régionaux sur la protection des réfugiés et des apatrides, y compris des accords de partage de responsabilités et de politiques de prévention des déplacements et d'apatridie.



## ProBono.Org (Afrique du Sud)

- Mener un plaidoyer sur l'apatridie
- Mener ou soutenir des recherches sur les apatrides pour améliorer les données sur l'apatridie
- Fournir ou soutenir une assistance juridique aux apatrides
- Soutenir le HCR et d'autres parties prenantes en Afrique du Sud dans la lutte contre l'apatridie



## Scalabrini Centre (Le Cape)

- Plaider pour la ratification par l'Afrique du Sud des instruments internationaux relatifs à l'apatridie; collecte de données et législation conforme aux conventions des Nations Unies.
- Continuer à plaider contre l'apatridie en Afrique, en particulier en Afrique du Sud, par la recherche et le plaidoyer, et aider les individus.



## Southern African Nationality Network (Southern Africa)

- Mener des campagnes de collecte de fonds pour soutenir les activités visant à protéger les apatrides et à mettre fin à l'apatridie
- Plaider et soutenir la SADC dans la création d'un plan d'action régional pour mettre fin à l'apatridie dans la région de la SADC
- Plaider pour l'adoption et la mise en œuvre rapides du projet de protocole sur l'élimination de l'apatridie en Afrique
- Encourager les membres du réseau à intégrer l'apatridie dans le travail de leur organisation
- Fournir une formation sur l'apatridie et la nationalité aux gouvernements de la SADC
- Recherche sur les apatrides en Afrique australe et création d'une base de données SADC



## Solutions d'inclusion financière des réfugiés

- Faire bénéficier à 1 000 000 de réfugiés dans la région australe et en Ouganda du « Modèle d'inclusion financière et d'avancement des réfugiés » au cours des 3 prochaines années. Le modèle facilite l'affranchissement des réfugiés de l'extrême pauvreté et il crée de ce fait des opportunités pour les réfugiés d'établir des moyens de subsistance durables et d'atteindre un niveau d'autonomie, devenant ainsi moins dépendants de l'aide humanitaire et plus stables financièrement; ce qui stimule l'estime de soi et la dignité humaine ainsi que l'amélioration de l'économie locale et l'intégration dans les communautés d'accueil.



## Vodacom Group

- Accès des réfugiés à l'école gratuite en ligne de Vodacom en Afrique du Sud;
  - Accès des réfugiés au centre national de commandement contre la violence sexiste afin de renforcer les capacités de protection des réfugiés en Afrique du Sud;
  - Soutien psychosocial pour les réfugiés fréquentant les écoles d'excellence de Vodacom;
  - Accès à la connectivité scolaire pour les réfugiés qui font partie des écoles connectées de Vodacom;
  - Accès des réfugiés aux 92 centres de Vodacom en Afrique du Sud qui assurent la formation des enseignants;
  - Accès pour les réfugiés qui font partie de 19 des universités en ligne.
- 

Etudiants des communautés de réfugiés et des communautés d'accueil au Lycée Jules à Johannesburg, en Afrique du Sud.

© UNHCR/Will Swanson



IF NOT BARBER



## Engagements financiers

4

Une demandeuse d'asile originaire de la République démocratique du Congo attend l'arrivée des clients dans sa petite boutique du camp de réfugiés de Dzaleka, au Malawi.

© UNHCR/Fanni Uusitalo

## Analyse

Sur les 250 engagements financiers et/ou matériels reçus au cours du GRF, la région bénéficiera d'un total estimé à ce jour à 4,6 milliards de dollars américains grâce à 57 engagements, dont quatre ciblant spécifiquement les pays de la région. 32 Etats ont promis plus de 2 milliards de dollars en aide humanitaire et financement du développement, y compris une contribution annuelle accrue au HCR. L'Allemagne a pris un engagement important de 1,4 milliard de dollars américains pour des solutions axées sur le développement à travers son initiative spéciale sur les déplacements forcés et, en partie, son aide transitoire au développement. Le Danemark s'est engagé à augmenter sa contribution de 3 millions à 7,6 millions de dollars américains pour financer les efforts novateurs visant à résoudre les situations de déplacement prolongé.

Les financements de la Banque mondiale pour les pays d'accueil de réfugiés à faibles revenus seront essentielles pour promouvoir des solutions à long terme. Au cours des trois prochaines années, des subventions de 2,2 milliards de dollars américains seront accordées pour répondre aux besoins de développement à long terme des réfugiés et des communautés d'accueil. En outre, un montant supplémentaire de 2,5 milliards de dollars américains permettra de stimuler le secteur privé et de créer des emplois pour les réfugiés et les communautés d'accueil dans les pays affectés par la fragilité, les conflits et la violence, y compris les pays d'accueil des réfugiés à faible revenu. 14 pays sont actuellement éligibles au financement, dont la République démocratique du Congo.

Environ 389 millions de dollars américains ont été promis pour élargir l'accès aux emplois et aux moyens de subsistance des réfugiés et des communautés d'accueil au cours des dix prochaines années. Ces engagements se présentent sous forme de subventions pour des programmes d'autonomie (113 millions de dollars américains provenant d'IKEA), et aussi sous forme d'investissement dans des entreprises appartenant à des réfugiés, y compris des entreprises en démarrage, et des entreprises employant des réfugiés (104 millions de dollars américains provenant d'Amplio Ventures et de l'Université Southern New Hampshire). Il y a également des fonds pour intensifier les programmes de lutte contre la pauvreté (176 millions de dollars seront recueillis par la Coalition pour la lutte contre la pauvreté).

L'éducation reste une priorité avec 70 millions de dollars américains en forme d'engagements sur cinq ans. Cela devrait accroître l'inclusion des enfants et des jeunes dans diverses initiatives et plateformes d'apprentissage telles que les bourses d'étude et l'apprentissage en ligne. Des investissements seront consentis pour des programmes d'appui à la transition vers l'emploi, notamment l'employabilité et le développement des compétences entrepreneuriales, l'accès au financement et la reconnaissance des diplômes.

Le financement et les contributions matérielles ont également été confirmés pour l'amélioration des capacités de réinstallation et des initiatives de parcours complémentaires, de l'enregistrement et de la documentation ainsi que de l'adoption de solutions technologiques pour WASH et l'énergie.

## Engagements financiers

Domaines d'intervention	Nombre d'Engagements	Montant (\$)
Éducation	14	70 millions
Emplois et moyens de subsistance	9	389 millions
Solutions	9	2.2 millions
Partage des responsabilités	19	4.1 billions
Renforcement des capacités de protection	3	300 000
Multiple (intégration socio-économique)	1	50 millions
Energie et infrastructures	2	Non spécifié
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>4.67 billions</b>



## Belgique

- Depuis 2016, au moins 45% de l'aide humanitaire fédérale belge a directement et indirectement atteint les populations de réfugiés et leurs communautés d'accueil. Ce financement inclut le financement flexible et prévisible de la Belgique, conformément à ses engagements lors du grand compromis ( « Grand Bargain ») qui englobe, mais pas exclusivement, son partenariat de longue date avec des organisations travaillant exclusivement avec les réfugiés et les communautés d'accueil, notamment le HCR et l'UNRWA. La Belgique s'engage à maintenir ce soutien financier à un niveau égal ou supérieur au seuil actuel, en plus des projets et programmes spécifiquement ciblés, en accordant une attention particulière au soutien aux populations de réfugiés et aux communautés d'accueil lors de la sélection des projets et programmes. En outre, la Belgique favorisera la mise en œuvre du cadre global d'intervention pour les réfugiés et du pacte mondial sur les réfugiés en donnant priorité aux réfugiés et à leurs communautés d'accueil, dans l'ensemble de son aide humanitaire. Afin de ne pas compromettre la qualité de l'aide humanitaire belge, le financement en faveur des réfugiés sera intégré dans le financement de base correspondant, les fonds flexibles et les fonds communs nationaux.



## Ministère des Affaires étrangères, Danemark

- Depuis 2013, le Danemark fournit chaque année 20 millions de couronnes danoises (DKK) au HCR dans le cadre de nouvelles opportunités pour innover, expérimenter et canaliser les efforts pour résoudre les situations de déplacement prolongé. Le HCR utilise ces fonds, là où nécessaire, en tant que solutions de soutien avec un menu d'outils éprouvé, de méthodologies et de partenariats que le HCR peut exploiter dans tous les contextes géographiques afin de développer des stratégies de situations prolongées. Le HCR intègre ces solutions dans de nouvelles interventions d'urgence pour atténuer la création de nouvelles situations prolongées. Comme anticipé, ces fonds se sont avérés efficaces, par exemple en approfondissant et en élargissant le partenariat du HCR avec la Banque mondiale et d'autres acteurs clés du développement et du secteur privé, et en institutionnalisant de nouvelles approches pour l'inclusion et la résilience, notamment en matière d'inclusion socio-économique, de collecte de données socio-économiques, la garantie de son soutien efficace aux opérations et le développement d'outils qui soutiennent les politiques, une meilleure planification, une meilleure programmation et un plaidoyer pour le HCR et d'autres acteurs engagés dans ce domaine, notamment dans les pays mettant en œuvre le cadre d'action global pour les réfugiés (CAGR). Dans ce contexte, le Danemark s'engage à porter la contribution à 50 millions de DKK par an, en 2020 et 2021, sous réserve de l'approbation du Parlement.



## Gouvernement du Canada

- Le Canada s'engage à renouveler son soutien institutionnel à long terme au HCR. Ce soutien financier mondial maintiendra le niveau annuel actuel du Canada (12,6 millions de dollars) de soutien financier non restreint au HCR et il prolongera la durée de ce soutien à quatre ans (2020 à 2023) pour un montant total de 50,4 millions de dollars. Ce financement pluriannuel et sans affectation spéciale reflète l'engagement du Canada à fournir un financement flexible et prévisible à ses principaux partenaires humanitaires, conformément à ses engagements pris lors du grand compromis (Grand Bargain) et aux principes de bonnes pratiques des donateurs de l'aide humanitaire liés à un financement flexible et de qualité. L'engagement de financement pluriannuel et non limité reflète également l'appui du Canada au rôle crucial que joue le HCR dans le système humanitaire international. Le HCR a pour objectif de fournir une protection et une aide internationales aux réfugiés et aux autres personnes pertinentes, et de promouvoir une action humanitaire sensible au genre, conformément à la Politique d'aide internationale féministe du Canada.



## Ministère des Affaires étrangères, Estonie

- La Stratégie de transformation des données 2020-2025 du HCR stipule que le paysage de l'identité numérique en évolution rapide nécessite de nouveaux cadres pour faciliter la circulation et l'utilisation des données, tout en garantissant le droit à la vie privée et à la protection des données. En tant que leader mondial de l'identification numérique, le gouvernement estonien s'engage à renforcer sa coopération technique avec le HCR dans ce domaine en fournissant son expertise sur le développement et la mise en œuvre de plateformes numériques, processus, normes et approches visant à réaliser les objectifs clés du Pacte mondial sur les réfugiés, notamment la protection, les solutions et l'accroissement de l'autonomie et de l'inclusion économique des réfugiés.



## Ministère des affaires étrangères, Finlande

- Le gouvernement de la Finlande s'est engagé à augmenter le niveau de financement de l'aide humanitaire. Nous reconnaissons que, pour que les crises prolongées soient traitées efficacement, il doit y avoir une bonne coordination entre la consolidation de la paix, l'aide humanitaire et la coopération au développement. Cela peut être amélioré grâce à un financement plus flexible de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, et en accommodant des arrangements de financement pluriannuels. La Finlande s'est engagée à fournir une grande partie de son financement humanitaire comme financement de base sans affectation spécifique. Cet engagement est réitéré dans sa politique humanitaire révisée de cette année. L'objectif de la Finlande est de demeurer un donateur flexible qui facilite un financement humanitaire et par conséquent une aide efficace et opportune.



## Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

- En contribuant 16 millions d'euros supplémentaires à l'Initiative « Education Cannot Wait » (L'éducation ne peut pas attendre) en 2019, l'Allemagne soutient des opportunités d'éducation pour les enfants et les jeunes, dans les régions affectées par les crises et les conflits. Cela inclut les enfants et les jeunes réfugiés. Suivi à effectuer lors de la première réunion à mi-parcours des hauts fonctionnaires (2021).
- L'Allemagne continuera de fournir un soutien substantiel axé sur le développement aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil, notamment par le biais de son initiative spéciale sur les déplacements forcés et en partie via son aide transitoire au développement. Le budget global de ces deux instruments s'élève à plus de 1,3 milliard d'euros en 2019. L'Allemagne continuera de renforcer le lien humanitaire-développement-paix dans les contextes de déplacement forcé, au sein du système des Nations unies.
- L'Allemagne continuera de financer l'initiative Philipp Schwartz afin de fournir aux universités et aux institutions de recherche en Allemagne les moyens d'accueillir des chercheurs étrangers exposés à des risques, dans le cadre d'une bourse de recherche entièrement financée. Le budget annuel prévu est de 10,4 millions d'euros. L'initiative est mise en œuvre par la Fondation Alexander von Humboldt.
- L'Allemagne continue de soutenir l'amélioration des infrastructures WASH ( eau, assainissement et hygiène) et énergétiques au profit des réfugiés. En outre, ce soutien engendrera des avantages à long terme pour les communautés d'accueil du fait de l'application des programmes durables et rentables ainsi que des solutions technologiques adaptées, fiables et abordables dans les contextes des réfugiés.
- L'Allemagne ouvrira le programme académique Albert Einstein pour les réfugiés (DAFI) à d'autres partenaires, dans le but de favoriser l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur. Les discussions sont en cours avec de nouveaux partenaires potentiels intéressés à soutenir financièrement l'enseignement supérieur pour les réfugiés. Le suivi de la mise en œuvre se fera au cours des consultations annuelles avec la Fondation Alexander von Humboldt en matière de planification.
- L'Allemagne s'engage à continuer de fournir un financement important au HCR en 2020. Notre engagement pour le financement initial de 2020 en faveur du HCR, pour ses activités humanitaires, s'élève à 99,5 millions d'euros. Nous nous engageons par ailleurs à maintenir le niveau de notre contribution de base sans affectation spéciale et à fournir au HCR un financement pluriannuel à affectation souple en fonction de la situation, afin de lui accorder la flexibilité et la prévisibilité nécessaires pour remplir son mandat de la meilleure manière possible. La contribution de base prévue d'un montant de 24 millions d'euros est incluse dans le montant total de l'engagement. La mise à disposition de l'allocation dépend de la disponibilité du montant total des allocations dans le budget du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, pour l'exercice 2020.
- Le programme de bourses d'études supérieures du HCR, DAFI (Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés), joue un rôle essentiel en permettant aux réfugiés d'accéder à l'enseignement supérieur. Il permet ainsi aux jeunes réfugiés de libérer leur potentiel en s'attaquant aux principaux obstacles à l'enseignement supérieur. L'Allemagne soutient DAFI avec une contribution financière de 13,4 millions d'euros pour 2020, tandis que le Danemark s'engage à financer DAFI avec 10 millions DKK en 2020. De cette manière, l'Allemagne et le Danemark soutiennent l'autonomie des jeunes réfugiés en contribuant au développement de leurs pays d'accueil aussi bien que de leurs pays d'origine en prévision d'un éventuel retour. Evaluation à effectuer lors des prochaines consultations annuelles de DAFI avec le HCR, en 2020.
- L'Allemagne fournira 5 500 places de réinstallation dans le cadre du Programme de réinstallation de l'UE pour l'année 2020 (confirmé le 13.09.19) et elle poursuivra son engagement en faveur de la réinstallation à un niveau élevé et modérément accru. L'Allemagne fournira 1 million d'euros pour soutenir la capacité du HCR en matière de réinstallation en 2020 (500 000 EUR en 2019).

- L'Allemagne ouvrira DAFI (Initiative académique allemande Albert Einstein pour les réfugiés) à d'autres partenaires afin de favoriser l'accès des réfugiés à l'enseignement supérieur. Les pourparlers avec de nouveaux partenaires potentiels intéressés à soutenir financièrement l'enseignement supérieur pour les réfugiés sont en cours. La mise en œuvre sera évaluée lors des consultations de planification annuelle avec la Fondation Alexander von Humboldt.
- La contribution non affectée à l'Appel mondial 2020 du HCR est d'un montant de 25 millions d'ISK. L'allocation sera décaissée à la fin de décembre 2019 et elle est pour l'année 2020. Le Rapport mondial du HCR pour 2020 suffit.



## Gouvernement de l'Irlande

- Au cours des dix dernières années, le nombre de personnes déplacées dans le monde a doublé. Ceci est le résultat de crises interdépendantes où l'impact d'une intervention d'urgence dépasse les frontières et les continents. C'est pourquoi l'Irlande est fière de consacrer 9 millions d'euros en financement de base sans affectation spéciale pour les activités du HCR en 2020. En outre, l'Irlande fournira un financement consacré à la réponse du HCR aux crises du Venezuela, de la Syrie et des Rohingyas. L'Irlande s'efforcera d'être un donateur cohérent et prévisible auprès du HCR et de maintenir et accroître ce niveau de financement de base au cours de la période d'engagement.
- L'Irlande s'engage à maintenir solidement son soutien et sa contribution au Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF) avec un engagement d'au moins 4 500 000 euros sur la nouvelle période stratégique (2020-2022). L'Irlande a été un partenaire engagé du PBF et elle reconnaît le rôle primordial que joue le PBF dans la réponse aux conflits et leur prévention. Les deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité en 2016 ont élargi le rôle du PBF: en plus de son rôle initial d'instrument exclusivement post-conflit, le PBF peut désormais soutenir également l'action préventive, se concentrer sur les causes profondes ainsi que sur la consolidation de la paix en période de conflits violents.
- Dans son rapport de 2018 à l'Assemblée générale sur la mise en œuvre des doubles résolutions, le Secrétaire général des Nations unies a fait appel à un « bond en avant » dans le financement en faveur du PBF pour combler les lacunes critiques dans le maintien de la paix. Le Fonds est un instrument déterminant pour faire avancer les programmes sur les femmes, la paix et la sécurité, avec 40% des allocations de 2018 affectés à l'appui de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Sept nouvelles initiatives transfrontalières ou régionales impliquant le créneau du Fonds pour soutenir les initiatives transfrontières de consolidation de la paix ont été approuvées. L'appui soutenu de l'Irlande au PBF des Nations unies témoigne clairement du soutien politique de l'Irlande au programme de « maintien de la paix » du Secrétaire général, et il est étroitement lié à notre adhésion actuelle à la Commission de consolidation de la paix.



## Gouvernement du Japon

- Le Japon fait la promotion du lien Humanitaire-Développement-Paix (HDP) axé sur l'un des piliers du Pacte mondial sur les réfugiés, à savoir le partage des charges et des responsabilités. Le Japon continuera de contribuer à sa mise en œuvre pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur des pays et les communautés d'accueil, dans des régions telles que le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie, grâce à son expertise et à son expérience en matière de coopération au développement. En août 2019, le Japon a coorganisé la 7ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD7). La paix et la stabilité de l'Afrique constituaient l'un des trois piliers de la conférence. Conformément à l'annonce faite par le Japon lors de la conférence TICAD7, le Japon fera la promotion du lien HDP. Par exemple, en Zambie, le Japon a mis en œuvre des projets visant à promouvoir l'intégration locale des anciens réfugiés et il continuera de les soutenir.



## Ministère des Affaires étrangères, République de Corée

- KOICA étendra son soutien aux réfugiés, par le biais du projet de coopération multilatérale pour le développement (ci-après dénommé MDCP) et du programme de partenariat humanitaire (ci-après dénommé HPP). Ces deux organismes sont tous deux des programmes relevant de sa stratégie du lien Humanitaire-Développement-Paix (HDP). De 2019 à 2023, KOICA affectera plus de 50 millions de dollars de son budget au financement du MDCP dont l'objectif est de soutenir la réinstallation des réfugiés et des déplacés internes dans les zones fragiles et affectées par les conflits, et de renforcer l'intégration sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil.\* Selon les directives MDCP de KOICA pour 2021, les domaines d'intérêt sont: 1. Les réfugiés (réinstallation et intégration sociale) et 2. la réduction des risques de catastrophe résultant du changement climatique.
- Plus de 50% du budget du HPP seront alloués à des projets pour les réfugiés, de 2019 à 2023. Le HPP appuiera également des projets pluriannuels visant à contrôler des situations prolongées de réfugiés.
- Les emplois et les moyens de subsistance figureront au centre des priorités du MDCP. Le MDCP se concentrera sur le soutien aux réfugiés en les aidant à améliorer leurs compétences et leurs qualifications grâce à un programme de formation (à inclure dans les lignes directrices pour 2022).
- Lors de la mise en œuvre du MDCP et de l'examen des propositions du MDCP et du HPP, KOICA accordera la priorité aux pays d'accueil dotés de lois et de politiques inclusives en faveur des réfugiés. KOICA donnera priorité aux pays d'accueil qui ont des politiques et de systèmes d'engagement des réfugiés en place.



## Gouvernement de la principauté de Liechtenstein

- L'engagement vise à augmenter la contribution annuelle du gouvernement du Liechtenstein au HCR de 33% des contributions passées pour les années 2019 à 2021 à 400 000 CHF par an. Les versements annuels sont soumis à l'approbation annuelle du gouvernement du Liechtenstein. Ceci augmente la sécurité financière nécessaire à la planification à long terme du HCR. Suivi à effectuer lors de la première réunion à mi-parcours des hauts fonctionnaires (2021).



## Ministère des affaires étrangères de Lituanie

- Contribution non affectée en faveur du HCR pour l'année 2020



## Gouvernement du Royaume du Maroc

- Une contribution de trois cent mille (300 000) dollars américains destinée à renforcer les capacités de protection, à savoir l'enregistrement et la documentation.



## Ministère des affaires étrangères, Pays-Bas

- Comme l'a souligné le Haut-commissaire pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, lors de sa visite aux Pays-Bas et plus récemment lors du Comité exécutif du HCR, les besoins globaux sont exceptionnellement élevés. Parallèlement, le déficit de financement du HCR passe à 50 % à la fin de cette année. Par conséquent, les Pays-Bas augmenteront leur contribution de base au HCR de 5 millions d'euros en 2019. Conformément aux principes du Pacte de Financement, cette contribution supplémentaire implique une contribution non restreinte qui permet au HCR de réagir rapidement aux priorités et situations d'urgence variables. Cette contribution soutient également le HCR dans sa flexibilité organisationnelle et sa capacité d'adaptation
- Les Pays-Bas appuient fermement le travail du HCR et sa mission. Notre contribution principale reflète cet engagement envers le HCR par une contribution pluriannuelle et non restreinte de 99 millions d'euros au total

(33 millions d'euros sur une base annuelle) pour la période 2019-2021. La contribution des Pays-Bas est conforme aux engagements du « grand compromis » (« Grand Bargain »). Elle permet au HCR de répondre rapidement aux priorités et situations d'urgence changeantes et elle soutient le HCR dans sa flexibilité organisationnelle et sa capacité d'adaptation.



## Ministère de la justice et de la sécurité publique, Norvège

- La Norvège estime qu'il est important d'entretenir une coopération bilatérale avec les Etats confrontés à des défis du domaine des migrations, qu'ils soient des pays d'accueil, des pays d'origine ou les deux. La Norvège projette de coopérer avec neuf Etats au maximum, directement et/ ou par exemple avec l'OIM, le HCR ou d'autres organisations en tant que partenaires d'exécution. Les projets viseront à soutenir le renforcement des capacités au sein de la gestion des migrations et de leurs systèmes en général, en offrant l'assistance du personnel norvégien dans les pays concernés et/ ou en invitant du personnel des pays concernés en Norvège. Il y aura un accord bilatéral sur les sujets pertinents.
- Les projets peuvent également porter sur l'offre de soutien pour l'équipement nécessaire, les projets d'information, l'aide variée à la réintégration, etc.
- La Norvège offrira environ 8,8 millions NOK au HCR, en 2020 pour renforcer la capacité de réinstallation du HCR. La Norvège a fourni ce type d'appui pendant de nombreuses années et relève ainsi les défis auxquels le HCR est confronté dans le domaine de la réinstallation. L'objectif du financement est de renforcer la capacité de réinstallation du HCR, de la manière que le HCR juge la plus utile, conformément aux propositions de projet du HCR. Financement annuel, suivi annuel.



## Ministère des affaires étrangères, Norvège

- Contribution non restreinte de 380 millions de couronnes norvégiennes pour 2020 en faveur du budget général du HCR.



## Gouvernement du Portugal

- Contribution financière de 60 000,00 € aux engagements du premier Forum mondial sur les réfugiés, d'ici 2021.
- Contribution financière non restreinte de 155 219 dollars américains aux actions de « l'Initiative de réinstallation durable et de parcours complémentaires » (CRISP).



## Ministère des affaires étrangères et européennes, République slovaque

- Contribution financière supplémentaire au budget du HCR, au titre des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, d'un montant de 100 000 euros destinés à soutenir l'éducation et l'égalité de chances.



## Gouvernement de la Suisse

- La Suisse s'engage à verser 125 millions de francs suisses (CHF) au cours de la période 2019-2022, dans le cadre d'un programme de financement pluriannuel pour les opérations du HCR.



## Gouvernement de la Zambie

- Améliorer les moyens de subsistance et l'autonomie en élargissant le programme de soutien aux intrants agricoles (FISP), y compris la valeur ajoutée, d'ici 2020. Le FISP a été étendu aux réfugiés et anciens réfugiés dans un effort pour améliorer la sécurité alimentaire au niveau des ménages mais ceci exigera, de la part de la communauté internationale, une contribution de 25% du coût des intrants pour chaque réfugié et ancien réfugié bénéficiaire, pour chaque saison agricole, pendant une période de cinq ans.



## Ministère des Affaires étrangères, Islande

- Accord général pluriannuel pour la période 2020-2023 (4 ans). Allocation annuelle non affectée de 500 000 USD au budget de programme de base du HCR. Valeur totale: 2 millions USD. Les décaissements annuels auront lieu au premier trimestre de chaque année.



## Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

- On estime que 85% des réfugiés se trouvent dans une situation de déplacement prolongée qui peut durer 17 ans en moyenne. Il est donc nécessaire de répondre aux besoins de développement à plus long terme pour compléter l'aide humanitaire et, à moyen et long terme, pour aider les réfugiés à devenir autonomes. Les flux massifs de migrants, de réfugiés et de personnes déplacées peuvent constituer des défis pour les autorités locales et nationales, en ce qui concerne la fourniture des services publics de qualité à l'ensemble de la population. Ces flux peuvent avoir un impact négatif sur les ressources naturelles et les marchés de l'emploi (baisse des salaires et des conditions de travail, hausse de chômage...).
- Investir dans l'agriculture est une stratégie efficace à long terme pour bâtir des moyens de subsistance, créer des emplois et des avantages pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Un tel investissement aide les réfugiés à devenir des contributeurs productifs à la société et à réduire leur fardeau financier et des ressources qui pèse sur les communautés d'accueil. La FAO et le HCR renforcent leur coordination afin d'assurer une aide durable et techniquement viable aux réfugiés, aux communautés d'accueil et aux autres personnes concernées. Ils ont élaboré un plan de travail conjoint pour 2019-2020 et ont convenu de partager le coût d'une petite unité (initialement un administrateur de programme) pour coordonner la mise en œuvre de ce plan en Afrique orientale et centrale. L'objectif est de soutenir les efforts au niveau des pays pour l'inclusion des réfugiés et des communautés d'accueil dans les économies nationales, par le biais de programmes agricoles axés sur le marché, et de coordonner la mise en œuvre du plan de travail conjoint FAO-HCR pour 2019-2020.



## Groupe de la Banque mondiale

- Depuis plusieurs années, la Banque mondiale intensifie son soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil, en réponse à la crise mondiale croissante des déplacements forcés. La somme de 2,2 milliards de dollars s'ajoute aux efforts visant à fournir un soutien aux réfugiés et aux communautés d'accueil pendant le cycle de financement de l'IDA18 qui s'étend de juillet 2017 à juin 2020. Au cours de l'IDA18, la Banque mondiale a triplé ses ressources destinées aux réfugiés et aux communautés d'accueil. Ces ressources devraient atteindre plus de 3 milliards de dollars, dont une fenêtre dédiée de 2 milliards de dollars. Le paquet IDA18 a doublé le financement triennal à 14 milliards de dollars pour les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence (FCV) et il a introduit une fenêtre de financement spécial pour réduire les risques des investissements privés et stimuler la création d'emplois dans ces endroits. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) de la Banque mondiale, qui fournit des financements concessionnels aux pays à revenu intermédiaire accueillant un grand nombre de réfugiés, a également accru son financement. Les subventions versées aux pays à revenu intermédiaire ont doublé au cours de la même période, passant de 160 millions à 320 millions de dollars américains. Pour l'avenir, en plus du financement pour les réfugiés et les communautés d'accueil, le nouveau paquet IDA19 inclut 18,7 milliards de dollars américains pour soutenir les pays affectés par le problème de FCV. En s'attaquant aux facteurs sous-jacents de la fragilité et des conflits, la Banque mondiale vise à réduire les facteurs susceptibles de pousser les gens à fuir leur foyer et à devenir des réfugiés. Ces pays devraient également recevoir une grande partie d'une nouvelle fenêtre de financement de 2,5 milliards de dollars pour stimuler le secteur privé et créer des emplois, spécialement pour les réfugiés et les communautés d'accueil.



## Programme alimentaire mondial (PAM)

- S'appuyant sur les engagements énoncés dans le protocole d'accord entre le PAM et le HCR, le PAM renforcera davantage sa collaboration avec le HCR pour veiller à ce que les réfugiés et les communautés d'accueil reçoivent de l'aide dans le cadre d'une approche conjointe, cohérente et axée sur les personnes qui maximise les ressources et les capacités des deux organisations. Cette approche sera fondée sur une analyse conjointe plus systématique en vue de susciter des réponses efficaces et durables aux besoins des réfugiés et des communautés où ils résident. Sur la base de cette analyse conjointe, le PAM alignera ses processus d'allocation interne pour s'assurer que les besoins des réfugiés et des communautés d'accueil sont établis en priorité de manière appropriée.



## Amplio Ventures

- Amplio Ventures fournit un capital de phase de croissance pour les entreprises qui rétablissent la stabilité des réfugiés. L'entreprise investit dans la création d'emplois pour les migrants déplacés à travers le monde. Plus précisément, Amplio Ventures cherche à investir dans des entrepreneurs et des entreprises de réfugiés qui recrutent intentionnellement des travailleurs réfugiés. L'objectif actuel est d'investir dans des entreprises technologiques désireuses de recruter des réfugiés en tant que travailleurs à distance pour effectuer des tâches telles que la saisie de données, la recherche sur les ventes, la tenue des livres comptables, la conception graphique, l'apprentissage des langues et le développement de logiciels de base. Comme Amplio Ventures recueille des capitaux auprès des investisseurs, l'objectif est de déployer des capitaux de manière efficace et efficiente pour obtenir des rendements financiers solides et un impact social tangible d'ici 2030.



## Conseil danois pour les réfugiés (DRC)

- Le Pacte mondial sur les réfugiés appelle à des initiatives capables de « réduire la pression sur les pays qui accueillent et abritent des réfugiés ». De nouveaux acteurs et modèles de financement doivent être mobilisés pour répondre aux objectifs du pacte et de l'agenda 2030. Le modèle Build-Operate-Transfer (BOT) offre des modalités prévisibles et équitables de partage de responsabilités afin de créer la collaboration nécessaire pour des solutions durables dans les situations de réfugiés. Depuis 2016, le DRC et Grundfos ont développé un laboratoire de partenariat du commercial et de l'humanitaire pour collaborer sur les moyens de fournir aux personnes déplacées des solutions durables en matière d'eau.
- Le partenariat s'est transformé en une offre conjointe qui combine le meilleur des deux mondes: une approche fondée sur les besoins, associés à une solution technique robuste et commercialement viable. Le concept est conçu à l'échelle et à l'adaptation en raison de sa conception modulaire et il peut servir de bonne pratique

pour d'autres secteurs également confrontés aux plafonds limités de financements du contexte humanitaire. En Ouganda, les systèmes d'approvisionnement en eau alimentés à l'énergie solaire, au profit des réfugiés et des populations locales, ont progressivement éliminé les pratiques onéreuses et préjudiciables à l'environnement, telles que l'approvisionnement par camions citerne. Ces résultats ne peuvent être mis à l'échelle qu'en intégrant le capital d'investissement. Le DRC et Grundfos ont donc ouvert le dialogue avec des partenaires financiers potentiels et ils scrutent des opportunités à travers l'Afrique orientale pour mettre en œuvre des projets permettant aux donateurs de réaliser des économies et soutenant l'accès aux services pour les réfugiés et les communautés d'accueil.



## Coalition danoise GCR

- Le programme de bourses d'études supérieures du HCR, DAFI (Initiative académique allemande pour les réfugiés), joue un rôle vital car il permet aux réfugiés d'accéder à l'enseignement supérieur et aux jeunes réfugiés de libérer leur potentiel en s'attaquant aux principaux obstacles à l'enseignement supérieur. L'Allemagne soutient l'initiative DAFI avec une contribution financière de 13,4 millions d'euros pour 2020, tandis que le Danemark s'engage à financer DAFI, pour l'année à venir, avec 10 millions de DKK, soutenant ainsi l'autonomie des jeunes réfugiés et contribuant au développement de leur pays d'accueil aussi bien que des pays d'origine en cas d'un éventuel retour.
- PlanBørnefonden soutiendra l'engagement de la Coalition danoise GCR pour les jeunes en déplacement: - en améliorant la responsabilité envers les principaux bénéficiaires qui sont les enfants, les adolescents et les jeunes, particulièrement les adolescentes, en s'engageant à mettre en œuvre des mécanismes de rétroaction adaptés aux enfants et sensibles au genre, et en élaborant de nouvelles stratégies pour inclure effectivement le groupe cible dans la conception, le développement, l'apprentissage et le plaidoyer du programme, notamment en mettant en œuvre le Pacte pour la jeunesse dans l'action humanitaire – en investissant des ressources dans les interventions auprès des réfugiés en vue d'effectuer des analyses et des évaluations des besoins sensibles au genre et à l'âge, en cherchant à travailler en partenariat et en consultation directe avec les enfants, particulièrement les filles afin de comprendre et cerner les dénominateurs communs affectant leurs besoins et l'accès aux droits. - en investissant des ressources dans le domaine de l'éducation pour détecter et répondre aux besoins des enfants et des jeunes réfugiés en milieu urbain, spécialement les filles et les jeunes femmes, grâce à l'élaboration et la mise à l'essai de nouvelles approches, le partage de meilleures pratiques, l'amélioration de la coordination avec les autres agences et les autorités locales. - œuvrer pour l'autonomisation économique des jeunes réfugiés et des communautés d'accueil, en particulier des jeunes filles, en leur donnant accès à une formation axée sur les compétences du marché, une formation privilégiant l'entrepreneuriat, la finance et les possibilités d'apprentissage et d'emploi tout en explorant de nouvelles voies pour permettre aux réfugiés de s'intégrer dans les économies de marché locales, conformément aux politiques et aux lois nationales pertinentes.



## Dubai Cares

- Depuis 2016, Dubai Cares a accru ses investissements dans les programmes d'éducation en situations d'urgence (EiE) pour répondre aux besoins éducatifs des enfants affectés par la crise. Bien que cela ait été une priorité pour Dubai Cares, aucun accent particulier n'a été mis sur l'appui d'approches favorisant l'inclusion des réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux.
- Pour s'éloigner de l'offre d'éducation parallèle, Dubai Cares s'inspire des enseignements tirés et investira dans deux initiatives clés qui soutiennent l'accès et la réussite des réfugiés dans les systèmes nationaux, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés (GCR): 1) Dubai Cares apportera une contribution de 2 000 000 de dollars américains pour l'opérationnalisation du Cadre de soins et de prise en charge (Nurture and Care Framework), dans un contexte de crise, en vue de soutenir l'offre de développement de la petite enfance chez les réfugiés. Le programme jettera les bases pour doter les enfants réfugiés de compétences et d'outils nécessaires à la transition vers l'éducation préscolaire dans le système national de leur pays d'accueil. Nous travaillons présentement avec Save the Children (Etats Unis) pour élaborer les détails de la subvention. 2) Dubai Cares contribuera également à hauteur de 640 000 USD pour le projet pilote du Passeport de qualifications tertiaires de l'UNESCO, en Colombie et en Irak, afin de soutenir la transition des réfugiés vers d'autres études ou vers un emploi. Le programme est en cours d'élaboration pour assurer l'harmonisation avec les objectifs du GCR. 3) Dubai Cares effectuera une contribution de 500 000 dollars américains à la révision des normes minimales de l'INEE, garantissant ainsi l'alignement avec le GCR et favorisant l'inclusion.



## Fondation IKEA

- La Fondation IKEA engage 100 millions d'euros de subventions sur cinq ans pour des programmes qui aident les réfugiés et leurs communautés d'accueil à améliorer leurs revenus et à devenir plus autonomes. D'ici 2025, nous aurons mis en place deux programmes d'ancrage pour les réfugiés et les communautés d'accueil urbains et des contrées lointaines. Nous nous appuyerons sur nos travaux à long terme déjà en cours pour éprouver et maîtriser ce qui est nécessaire pour que les réfugiés en milieu urbain deviennent autonomes grâce à l'acquisition de compétences pour l'emploi ou l'entrepreneuriat. Notre stratégie à distance s'appuiera sur nos investissements dans les camps de réfugiés de Dollo Ado et Bokolmanyo en Ethiopie. Nous identifierons ce qui est nécessaire pour pérenniser les bénéfices au niveau de moyens de subsistance des communautés et nous tirerons des enseignements et des preuves de notre évaluation continue pour influencer les autres à adopter ce qui fonctionne. Sur la base de ces leçons multiples, nous identifierons une deuxième communauté d'accueil de réfugiés au sein de laquelle nous entamerons un partenariat pluriannuel pour éprouver d'autres moyens d'améliorer la vie des réfugiés. Nous favoriserons les chaînes de valeur agricoles, les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat ainsi que l'utilisation des énergies renouvelables à domicile et pour l'entreprise.



## Fondation ICU Japon

- Nous prenons les engagements ci-après comme étant notre contribution aux objectifs énoncés dans le Pacte mondial sur les réfugiés. Notre domaine d'intervention est l'éducation, avec un accent particulier sur le sous-thème de l'enseignement supérieur. Engagement no.1: Nous nous engageons à continuer de soutenir les opportunités de bourses d'études à l'Université chrétienne internationale (Tokyo, Japon) pour les étudiants réfugiés, sous la rubrique de parcours complémentaires d'admission dans un pays tiers. Nous nous engageons à fournir des bourses à huit étudiants pour l'ensemble de leurs études de premier cycle. Valeur approximative de 1 200 000 dollars (2019-2025). Engagement no.2: Nous nous engageons à organiser régulièrement des symposiums au Japon et en Asie-Pacifique pour partager les expériences et les meilleures pratiques autour des programmes de parcours complémentaires, dans le secteur de l'enseignement supérieur. Valeur approximative de 50 000 dollars.



## KCOC (Conseil des ONG coréennes pour la coopération à l'étranger)

- Good Neighbors s'engage à soutenir les activités économiques fondées sur le marché pour la coexistence pacifique entre les réfugiés et la communauté d'accueil, en facilitant la participation des réfugiés aux marchés du travail locaux et en créant de nouvelles opportunités de subsistance pour les communautés d'accueil. Pour protéger et autonomiser les groupes les plus vulnérables parmi les personnes déplacées de force, Good Neighbours s'engage à fournir un soutien psychosocial aux femmes et aux enfants, et à renforcer leur capacité socio-économique par le biais de services innovants, durables, rapides et de qualité. Good Neighbors s'engage à augmenter sa contribution budgétaire pour l'aide aux réfugiés d'au moins 10% chaque année, au cours des 4 prochaines années, répondant ainsi à 6 crises humanitaires et apportant un soutien aux personnes concernées et aux communautés d'accueil, dans 10 pays, dans le domaine des moyens de subsistance et de la protection. 1) 6 Crises humanitaires: Rohingya, RD Congo, Burundi, Syrie, Soudan et Soudan du Sud 2) 10 Pays d'intervention: Bangladesh, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Rwanda, Jordanie, Éthiopie, Kenya, Tchad et Niger.



## Fondation LEGO

- Contribution technique: La Fondation LEGO aimerait profiter du Forum mondial pour encourager la communauté internationale à inclure le développement holistique de la petite enfance pour les enfants déplacés par les conflits et les crises. L'adversité précoce laisse des séquelles profondes chez les enfants, en particulier sur l'architecture de leurs cerveaux qui, si elle n'est pas bien alimentée, peut affecter en permanence les systèmes biologiques et neurologiques. En conséquence, les enfants courent un risque grave de subir des préjudices tout au long de leur vie: mauvaise santé physique et mentale, déficits cognitifs et diminution des revenus économiques. Pourtant,

nous savons ce qu'il faut faire pour atténuer ces circonstances et nous invitons la communauté internationale à noter que toute intervention réfléchie en faveur des enfants doit inclure le jeu car il a été démontré que le jeu réduit le stress, renforce les liens avec les parents et les personnes qui s'occupent des enfants, et le jeu entraîne une stimulation importante, fondamentale pour l'apprentissage précoce. Contribution financière: La Fondation LEGO est encore en train de finaliser les contributions financières exactes pour les réponses holistiques de DPE et d'apprentissage par le jeu, dans les milieux des réfugiés. Il est très probable que nous ferons cette annonce au début de l'année 2020, sous forme d'un grand concours ouverts aux acteurs réfugiés.



## Fondation Mastercard

- Le programme de bourses de la Fondation Mastercard sera renforcé au cours des trois prochaines années avec un supplément de 15 000 bourses pour l'enseignement supérieur, principalement en Afrique avec 70% de bourses prévues pour les jeunes femmes. Nous nous engageons à consacrer 25%, soit 3 750 de ces bourses aux jeunes réfugiés et déplacés. Au-delà de l'objectif ciblé, nous nous engageons également à consolider les bourses en soutenant les parcours des jeunes réfugiés et déplacés par des investissements dans des programmes de transition, contribuant ainsi à la recherche et à l'établissement de preuves, tout en investissant dans l'assistance technique pour le réseau universitaire du programme de bourse, et en organisant conjointement ou en soutenant des ateliers pour les parties prenantes afin de promouvoir les programmes nationaux du GRF et du CRRF; enfin en soutenant ou en investissant dans les organisations dirigées par des réfugiés.



## Plan International

- Plan International s'engage à investir des ressources financières et techniques pour renforcer la capacité des praticiens de la protection de l'enfance à concevoir, mettre en œuvre, surveiller et évaluer des interventions de protection de l'enfance sensibles au genre et adaptées aux contextes des réfugiés. En tant que partie intégrante de cet engagement, nous contribuerons à l'amélioration des compétences des acteurs travaillant sur les questions de protection de l'enfance, c'est-à-dire renforcer leurs capacités à concevoir des interventions de prévention et d'assistance qui répondent aux besoins des enfants, grâce à une approche axée sur l'âge, le genre et la diversité.



## PlanBørnefonden Danemark

- Investing resources in refugee responses to conduct gender and age sensitive analysis and needs assessment, seeking to work with partners and in direct consultation with children, particularly girls to understand and address the intersecting factors affecting their needs and access to rights. In this way, we aim at improving refugee responses and coordination to be more gender, age and diversity responsive
- Work to empower refugee and host community youth, especially young girls, economically by providing access to market-based skills training, entrepreneurship training, finance and links to apprenticeships and jobs, exploring new avenues for refugees to integrate into local market economies in line with relevant national policies and laws.



## Coalition pour la réduction de la pauvreté

- La Coalition pour la réduction de la pauvreté a pour objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté de 500 000 ménages en 5 ans, dans 35 pays. Dans un premier temps, la Coalition s'engage à mettre en œuvre des programmes en utilisant l'Approche graduelle (Graduation Approach), avec 160 000 ménages dans 26 pays, d'ici le prochain GFR en 2023. Un financement partiel a été assuré et d'autres fonds seront levés pour mettre en œuvre cet engagement. La coalition s'engage notamment à fournir une assistance technique au besoin et à mener des recherches sur l'approche de graduation et la réduction de la pauvreté chez les réfugiés. La coalition recherche activement 176 millions de dollars pour concrétiser tous les aspects de cet engagement. Inaugurée en 2019, la coalition pour la réduction de la pauvreté est une coalition composée du HCR, du Partenariat pour l'Inclusion économique de la Banque mondiale (PEI) et de 13 ONGI. La coalition travaillera à la réalisation de la vision commune d'une plus grande autonomie et de l'inclusion économique et sociale des ménages des réfugiés et des communautés d'accueil, en augmentant de manière durable les possibilités de revenus. La Coalition utilisera l'approche éprouvée d'obtention de diplômes, dans laquelle la grande majorité des participants sortent de la pauvreté après le programme de 18 à 36 mois. Le coût moyen du programme est de 1 400 dollars américains. Suivi à effectuer lors du deuxième Forum mondial sur les réfugiés (2023).



## RET International

- RET s'engage à œuvrer dans le cadre du triple lien Humanitaire-Paix-Développement, en concevant et en mettant en œuvre des interventions à court, moyen et long terme sur plusieurs années, principalement axées sur les jeunes et les femmes en situation de crise et de fragilité. Ces interventions visent à leur permettre de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure.

- A cet égard, RET s'engage à fournir des programmes adaptés à chaque contexte, culture, sexe, groupe d'âge, handicap et diversité afin de renforcer les capacités et le sens de responsabilité des jeunes réfugiés et des jeunes locaux vulnérables, ainsi que de leurs familles, afin qu'ils puissent devenir autonomes et résilients à la longue. En outre, RET s'engage à articuler l'humanitaire avec les programmes de transition vers le développement pour soutenir les interventions à court et à moyen terme bénéfiques aux jeunes réfugiés, à leurs familles et aux communautés d'accueil, dans le but de réduire les tensions, promouvoir la cohésion sociale, renforcer la résilience aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles, et renforcer l'intégration socio-économique dans les pays d'accueil ou à leur retour au pays. Plus précisément, RET s'engage à allouer son soutien à au moins 50 % des jeunes réfugiés/déplacés au cours des quatre prochaines années. RET s'engage également à faire en sorte qu'au moins 50 % de ses interventions bénéficient aux jeunes femmes réfugiées/déplacées et que toutes ses interventions incluent un soutien aux personnes handicapées.



## Mouvement mondial pour l'Education de l'université Southern New Hampshire (SNHU)

- Les Membres du Conseil d'Administration du SNHU ont engagé 100 000 dollars américains pour la création d'un centre de carrières numériques et d'entrepreneuriat à Dzaleka, au Malawi. Ce montant sera alloué à l'étudiant du SNHU, Rémy Gawkaywa, qui dirigera le centre et continuera d'incuber sa start-up TakenoLab, tout en développant de nouvelles entreprises numériques. Le don vise à réaliser le double objectif d'investir dans les réfugiés et de veiller à ce que ces derniers soient les chefs de file dans la résolution des problèmes urgents au sein des communautés d'accueil. L'objectif du centre est de garantir des carrières numériques pour les diplômés du SNHU, les résidents des camps et la communauté d'accueil locale au Malawi. L'achat du terrain pour construire l'institution est actuellement en cours.



## Fondation de la Famille Tamer (TFF)

- Tamer Family Foundation (TFF) s'est engagée à soutenir l'éducation des réfugiés à travers le monde en apportant une contribution financière d'un minimum de 1 million de dollars américains sur quatre ans, à compter de 2019, effectuée en versements annuels égaux de 250 000 dollars américains. Cette fondation peut participer à d'autres activités de financement. Par exemple, en 2019, M. Ayman Tamer, fondateur et PDG de TFF, a lancé une initiative personnelle qui a permis de recueillir de son réseau 93 000 dollars américains pour soutenir l'éducation des réfugiés. Des versements annuels sont décaissés au deuxième trimestre de chaque année, pour la période 2019-2022.



## Fondation Vodafone

- Chaque garçon et chaque fille devrait avoir accès à une éducation de qualité (ODD4). Le programme Instant Network Schools (INS) est un modèle novateur et holistique d'utilisation efficace de la technologie pour soutenir une éducation de qualité pour les réfugiés et les communautés d'accueil, et ce programme est un fleuron du programme d'éducation connectée du HCR. Lancé en 2013, l'INS a déjà eu un impact positif sur 86 000 apprenants et plus de 1 000 enseignants, dans 36 écoles au Kenya, en Tanzanie, en RD Congo et au Soudan du Sud, améliorant de nombreux déterminants de la réussite de l'apprentissage, à savoir les résultats des examens, la fréquentation scolaire, le renforcement de la motivation des élèves et des enseignants, l'augmentation de la disponibilité des ressources éducatives et la promotion de nouveaux ensembles de compétences tels que la littératie numérique et la planification des leçons. La Fondation Vodafone contribuera à hauteur de 19,8 millions d'euros, en espèces et en nature, à un partenariat de 42 millions d'euros avec le HCR pour déployer jusqu'à 300 écoles du réseau instantané d'ici 2025.
- L'objectif de l'expansion de l'INS est de soutenir la stratégie d'inclusion du HCR et des gouvernements hôtes en renforçant les systèmes éducatifs nationaux et en améliorant les résultats d'apprentissage pour 510 000 élèves des communautés d'accueil et des réfugiés du niveau secondaire, et en autonomisant 10,000 enseignants, atteignant ainsi 1 million de personnes, y compris des parents et des communautés plus larges dans 6 pays. Le programme mettra à profit la Fondation Vodafone et les partenaires du HCR pour soutenir les 36 écoles existantes et les 255 nouvelles écoles au-delà de 2025. Première réunion des hauts fonctionnaires à mi-parcours, deuxième réunion du GRF et réunion des hauts fonctionnaires à mi-parcours (2025).



## Groupe Vodacom

- Vodacom dispose actuellement d'une plate-forme qui offre un accès gratuit à 19 universités en ligne. Des efforts seront déployés pour étendre l'accès aux réfugiés.
- Vodacom promet l'accès à la connectivité scolaire pour les réfugiés qui font partie des écoles connectées de Vodacom. Le HCR et Vodacom identifieront les écoles qui accueillent des réfugiés et cibleront l'appui à la connectivité de ces écoles.
- Vodacom s'engage à aider les réfugiés et les communautés d'accueil à accéder à l'école en ligne de Vodacom située en Afrique du Sud.

Mozambique. Un an plus tard, les personnes déplacées par le cyclone Idai luttent pour se reconstruire.

© UNHCR/Hélène Caux





© UNHCR/Markku Aikomus



© UNHCR/Enoch Kavindele Jr



Bureau régional du HCR  
pour l'Afrique australe

[www.unhcr.org](http://www.unhcr.org)

 @UNHCRSouthernAF  
 UNHCR Southern Africa